

Présidence: M. Lucien Weiler, Président  
M. Laurent Mosar, Vice-Président, M<sup>me</sup> Colette Flesch, Vice-Président

Sommaire

1. Communication
2. 5380 - Projet de loi sur la commercialisation des semences et plants ainsi que sur la coexistence des cultures génétiquement modifiées, conventionnelles et biologiques  
  
5681 - Proposition de loi relative à la modification de la loi modifiée du 20 juillet 1992 portant modification du régime des brevets d'invention
  - Rapport de la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural sur le projet de loi 5380: M. Jean-Paul Schaaf
  - Rapport de la Commission de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Sports sur la proposition de loi 5681: M. Henri Kox
  - Discussion générale: M. Marcel Oberweis, M. Carlo Wagner, M. Romain Schneider, M. Henri Kox (motion 1), M. Robert Mehlen, M. Fernand Boden, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural
  - Motion 1: M. le Ministre Fernand Boden, M. Henri Kox, M. Fernand Boden
3. Ordre du jour
  - M. le Président, M. Aly Jaerling, M. Carlo Wagner
4. 5748 - Projet de loi ayant pour objet d'autoriser le Gouvernement à subventionner l'exécution d'un huitième programme quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique
  - Rapport de la Commission des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement: M. Lucien Clement
  - Discussion générale: M. Marco Schank, M. Fernand Etgen
5. 5380 - Projet de loi sur la commercialisation des semences et plants ainsi que sur la coexistence des cultures génétiquement modifiées, conventionnelles et biologiques (suite)  
  
5681 - Proposition de loi relative à la modification de la loi modifiée du 20 juillet 1992 portant modification du régime des brevets d'invention (suite)
  - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
  - Vote sur l'ensemble de la proposition de loi et dispense du second vote constitutionnel
  - Motion 1: M. Jean-Paul Schaaf, M. Henri Kox, motion 1 modifiée adoptée
6. 5748 - Projet de loi ayant pour objet d'autoriser le Gouvernement à subventionner l'exécution d'un huitième programme quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique (suite)
  - Discussion générale (suite): Mme Claudia Dall'Agnol (à qui répond M. le Ministre Fernand Boden), M. Henri Kox, M. Jacques-Yves Henckes, M. Fernand Boden, Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement, Mme Claudia Dall'Agnol
  - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Fernand Boden, Ministre; Mme Octavie Modert, Secrétaire d'État.  
(Début de la séance publique à 14.32 heures)

» M. le Président. - Dir Dammen an Dir Hären, d'Sitzung ass op.

Ech wëll de Minister Fernand Boden froen, ob d'Regierung der Chamber eppes matze-deelen huet.

» M. Fernand Boden, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural. - Neen, Här President.



1. Communication

» M. le Président. - Ech hunn der Chamber eng Kommunikatioun ze maa-chen:

«Les ‚listes noires‘, décidées à l'échelon international, sont un des instruments que nous avons mis au point pour faire face à la menace du terrorisme. Si l'utilité même des listes n'est pas concernée par ce rapport, car elle n'est pas mise en discussion, en revanche l'utilisation des listes est fortement contestée.»

Après ces mots introductifs au débat sur les listes noires du Conseil de Sécurité des Nations Unies et de l'Union européenne, le rapporteur, M. Dick Marty, a expliqué que: «Ces listes ont créé un système où n'existent ni le droit d'être entendu, ni le droit de recours, ni celui de connaître les véritables motifs de l'inscription sur ces listes.

Les conséquences, c'est le gel total de tous les biens dans le monde entier, c'est l'impossibilité de franchir une frontière. En outre, ce système ne prévoit pas de véritable procédure de ‚delisting‘.»

Il souligne que le point inquiétant de ce système qui a été mis sur pied en dehors de toute procédure, de toute garantie et de toute légitimité démocratique et sans qu'aucun parlement puisse en discuter et en décider, est celui qu'il se trouve aujourd'hui dans le monde entier des autorités démocratiques pour dire qu'elles doivent l'appliquer au motif qu'il a été décidé dans le cadre international des Nations Unies. Un autre constat très inquiétant qui devrait révolter les membres de l'Assemblée parlementaire consiste dans le fait que «le Conseil de Sécurité a estimé que la lutte contre le terrorisme exige de définir des moyens en dehors de toute légitimité démocratique et de tout système fondé sur la primauté de droit».

Par la suite il invite l'Assemblée à se prononcer clairement sur ce système et son absence de garanties tout en lui rappelant que: «Il est absolument évident que nous devons combattre le terrorisme, mais n'oublions pas qu'un des principaux alliés du terrorisme est l'injustice. Dès lors, il faut combattre aussi l'injustice. Nous en avons la possibilité.»

Son appel a été largement suivi; ainsi la résolution y relative a été adoptée par 101 voix pour 3 contre et 4 abstentions et la recommandation au Comité des Ministres a été adoptée par 110 voix pour et 2 contre et 3 abstentions.

L'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe s'est réunie en première partie de session à Strasbourg du 21 au 25 janvier 2008. Y ont participé la Présidente de la délégation, Mme Lydie Err, les membres effectifs, MM. Marcel Glesener et Charles Goerens, ainsi que les membres suppléants,

MM. Jean Huss et Norbert Hauptert et Mme Anne Brasseur.

Après l'ouverture de la session par le doyen d'âge, M. Miguel Barceló Pérez, il est procédé à l'élection du Président de l'Assemblée, fonction que revêtera dorénavant M. Lluís Maria de Puig.

Ensuite le Président sortant, M. René Van der Linden, a présenté le rapport d'activité du Bureau de l'Assemblée et de la Commission permanente.

À ce point à l'ordre du jour étaient joints les rapports des commissions ad hoc du Bureau sur l'observation des élections législatives en Fédération de Russie du 2 décembre 2007 et de l'élection présidentielle en Géorgie du 5 janvier 2008.

En dehors des points précités, figuraient à l'ordre du jour de la session les thèmes suivants:

- les développements concernant le statut futur du Kosovo,
- environnement: discussion commune des deux rapports ayant comme sujet
  - réchauffement climatique et catastrophes écologiques,
  - protection de l'environnement dans la région arctique,
- relations extérieures de l'Assemblée parlementaire: discussion commune des trois rapports ayant pour titre
  - renforcer la coopération avec les pays du Maghreb avec l'intervention de M. Abdelaziz Ziari, Président de l'Assemblée populaire nationale de l'Algérie,
  - la situation dans les républiques d'Asie centrale,
  - le Conseil de l'Europe et ses États observateurs: situation actuelle et perspectives
- lignes directrices procédurales sur les droits et devoirs de l'opposition dans un parlement démocratique,
- disparition de nouveau-nés aux fins d'adoption illégale en Europe,
- nécessité de préserver le modèle sportif européen avec l'intervention de M. Michel Platini, Président de l'Union des associations européennes de football (UEFA),
- projet de protocole additionnel à la Convention sur les droits de l'Homme et la biomédecine relatif aux tests génétiques à des fins médicales,

- la coopération transfrontalière et
- vidéosurveillance des lieux publics.

L'audience a pu suivre au cours des séances

- le discours de M. Robert Fico, Premier Ministre de la Slovaquie,

- le discours de M. Frans Timmermans, Ministre des Affaires européennes des Pays-Bas,

- le discours de M. Ferenc Gyurcsány, Premier Ministre de la Hongrie,

- la communication de M. Ján Kubiš, Ministre des Affaires étrangères de la Slovaquie et Président du Comité des Ministres,

- la communication de M. Terry Davis, Secrétaire général du Conseil de l'Europe sur l'état du Conseil de l'Europe,

- le discours de M. Bamir Topi, Président de l'Albanie,

- le discours de M. Mikhaïl Saakashvili, Président de la Géorgie, suivi d'un point sur le respect des obligations et engagements de la Géorgie.

Au cours de cette session l'Assemblée a procédé à l'élection de cinq juges à la Cour européenne des Droits de l'Homme au titre de la Bulgarie, de l'Irlande, de la Lettonie, de la Moldova et de la Turquie.

En outre, il reste à souligner que, d'une part, Mme le Député Anne Brasseur a été nommée Présidente de la Commission de la Culture, de la Science et de l'Éducation et que, d'autre part, certains de nos délégués sont intervenus au cours de cette session, à savoir la Présidente de notre délégation, Mme Lydie Err, lors du débat sur le rapport d'activité du Bureau de l'Assemblée, M. Jean Huss lors du débat sur les listes noires du Conseil de Sécurité des Nations Unies et de l'Union européenne, et M. Norbert Hauptert lors du débat sur la nécessité de préserver le modèle sportif européen.

Lors de cette première partie de session l'Assemblée a adopté dix résolutions et neuf recommandations et un avis en rapport avec les points à l'ordre du jour.

Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen elo zur Diskussioun vum Projet de loi 5380 iwwert den Ubau vu genmodifizéierte Planze souwéi zur Proposition de loi 5681 iwwert d'Brevets d'invention. Béid Projekte ginn an enger Diskussioun behandelt. D'Riedezäit ass nom Modell 2 festgeluecht. Et si bis elo ageschriwwen: déi Hären Oberweis, Wagner, Schneider, Kox a Mehlen. D'Wuert huet elo de Rapporteur, den honorabelen Här Jean-Paul Schaaf. Här Schaaf, wann ech gelift.



2. 5380 - Projet de loi sur la commercialisation des semences et plants ainsi que sur la coexistence des cultures génétiquement modifiées, conventionnelles et biologiques

5681 - Proposition de loi relative à la modification de la loi modifiée du 20 juillet 1992 portant modification du régime des brevets d'invention

Rapport de la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural sur le projet de loi 5380

» M. Jean-Paul Schaaf (CSV), rapporteur.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Gesetzesprojet, dee mer de Mëtteg hei diskutéieren an ofstëmmen, ass den 10. September 2004 vum Landwirtschaftsminister an der Chamber déposéiert ginn. De Projet ass also quasi geneesou laang heibannen ënnerwee an dëser Chamber, wéi ech selwer. Fir e Projet ass dat jo méi laang. Mir kënnt déi Zäit net esou laang vir - et sinn also gutt dräi Joer.

Ech wëll direkt am Ufank awer a menger Interventioun als Rapporteur e grouesse Merci ausdrécken un d'Membere vun der Agrarkommissioun an och un déi vun der Ekonomieskommissioun, iwwert déi laang Zäit, wou mer an där komplexer Matière ganz konstruktiv diskutéiert hunn. D'selwecht un d'Adress vum Landwirtschaftsminister a vu senge Beamten, ëmmer mat der Suerg, e gudden Text hei hinzekréien, dee souwuel den Exigenze vum Maart op där enger Säit wéi awer och de Suerge vun de Leit a vun der Landwirtschaft op där anerer Säit Rechnung droe kann.

Mir hunn eis intensiv mat der Koexistenz ofginn. Dat beweisen net nëmmen déi sël-lech Kommissiounssëtzungen, déi mer hatten - zéng, fir genee ze sinn -, mä och de Fait, dass dräimol Amendementer zu dësem Gesetzesprojet un de Statsrot weidergeleet gi sinn; eng Serie Regierungsamendementer an zwou Serië vun der Kommissioun.

Des Weideren hunn eis gréng Kolleeegen am Kader vum Gesetz och Amendementer age-reecht, déi hiren Nidderschlag an enger Gesetzespropositioun zum Brevetsgesetz fonnt hunn, déi den Deputéierten Henri Kox duerno nach wäert presentéieren an déi ech als komplementar zu dësem Projet de loi gesinn.

Dee ganze Werdegang vum Projet kann een am schrëftleche Rapport noliesen.

Här President, dëse Gesetzesprojet 5380 huet en duebelt Zil:

Éischtens gëtt d'Gesetz vum 9. November 1971 iwwert de Commerce vu Geseems a Planzen ersat. Dëst ass d'Basisgesetz, dat an deene leschte 36 Joer dofir gesuergt huet, fir déi deementspriedend EU-Direktiven an Zortekatalogen ëmzesetzen. Mir passen ons national Gesetzgebung domadder der europäescher Entwécklung, der EU-Gesetzgebung an dem Bannemaart an. Dës Domäner sinn an deene leschte Jore staark evoluéiert. Duerch dëse Gesetzestext gëtt also d'Gesetz vun 1971 duerch een neien a méi kohärenten Text ersat.

(Coups de cloche de la Présidence)



Dat zweet Zil vun dësem Projet ass dat, wat an der öffentlecher Duerstellung déi gréisste Béuechtung fënn, d'Regelung vun der Koexistenz, also dem Mateneen oder dem Niewenteneen - jee nodeem! -, vun den dräi méiglechen Ubauformen an der Landwirtschaft. Dat ass engersäits déi traditionell Landwirtschaft, anerersäits déi biologesch Landwirtschaft, an drëtzens den Ubau vu genetesch modifizierten Organismen an eiser Landwirtschaft.

Et ass net fir d'éischte Kéier, dass an der Chamber iwwer genetesch modifiziert Organismen diskutéiert gëtt. Den 13. Januar 1997 ass d'Gesetz iwwert de Gebrauch an d'Festsetzung vun OGMe gestëmmt ginn. Sechs Joer méi spët gouf dëst Gesetz erëm op de Leescht geholl a souwuel d'Utilisation confinée vun den OGMe wéi och d'Mise sur le marché goufe méi streng geregelt.

D'Gesetz vun 2004 ass drop ausgerichtet, fir d'Mise sur le marché och zu Lëtzebuerg ze regelen am Fall wou e Produzent vun engem OGM dës wéilt zu an duerch Lëtzebuerg um europäesche Maart zougelooss kréien. Fir dës Fall ass e Regelwierk fixéiert gi mat den noutwendegen Etüde vum Impakt op d'Gesondheet, op d'Biodiversitéit an d'Ëmwelt. Et ass am Kader vum Ëmsetze vun der Direktiv 2001/18/CE, wou dëst geregelt ass.

Wéi gesot, 2004 huet d'Chamber sech heimmadder befaasst a sech kloer fir de Principe de précaution ausgeschwat. Deeselwechte Prinzip war och d'Grundlag beim Ausschaffe vum Gesetzesprojet, iwwert dee mer haut schwätzen, an et war de roude Fuedem duerch déi laang Diskussiounen an der Kommissioun.

Här President, d'Gesetz vun 2004 steet fir méi Sécherheet an eng besser Iwwerwachung bei der éischter Zouloossung vun OGMen an et gëtt dofir gesuergt, dass de Risiko op e Minimum beschränkt gëtt. Dat wat an deem Gesetz awer net behandelt gëtt, dat ass d'Problematik vun der Koexistenz tëschent der traditioneller a biologescher Landwirtschaft an där mat OGMen. Dës Koexistenz regele mer mam Projet de loi, deen haut zur Debatt steet.

Et ass awer net esou, wéi wa mat dësem Gesetz vun haut den Ubau vun OGMen elo op eemol géif zu Lëtzebuerg méiglech gemaach ginn. Am Moment hu mer keng Regelung an och keng Beschränkung. Et ass also theoretesch méiglech, dass e Bauer haut OGMe kann upflanzen ouni mussen iergendwellech Rücksicht op Nopeschfelder ze huelen.

Da versteet een och d'Angscht an d'Oflehnung vu ville Baueren, well se fäerten, dass d'OGMe sech iwwert de Wee vu Pollen oder iwwer soss een anere Wee op eng onkontrolléiert Aart a Weis ausbreeden an hir genesch fräi Felder contaminéieren. Op laang Siicht géif domadder déi traditionell Landwirtschaft onméiglech gemaach a beispillsweis d'Biobauere géifen hir schwéier erkämpfte Labeler verléieren, mat deene wirtschaftleche Konsequenzen, déi sech dorausser erginn.

An enger fräier Maartwirtschaft steet et engem Bauer natierlech awer fräi, déi Aart vu Landwirtschaft ze bedriewen an déi Zort vu Planzen unzabauen, déi hie wëllt. D'Virussetzung ass just, dass et Planze respektiv Geseems ass, dat zougelooss ass. Déi Zouloossung gëtt duerch déi europäesch Autoritéit vun der Liewensméttelsécherheet EFSA kontrolléiert an aviséiert, iert d'Politik hir Zouloossung virhëlt. Ginn also zougelooss respektiv an der europäescher Landwirtschaft agesat nëmmen déi Organismen, déi gesondheetlech als onbedenklech agestuut goufen.

Ze bemerken an dësem Kontext ass awer, dass Lëtzebuerg ëmmer Nee gestëmmt huet bei der Ofstëmmung iwwert d'Zouloossung vun OGMen an Europa.

Mat dem Gesetz vun haut regele mer also d'Bedingungen, déi ee beim Uplanze vun engem OGM zu Lëtzebuerg erfëlle muss. Mir kommen domadder och der Fuerderung vun alle Parteien no, déi sech beim Vote vum 2004er Gesetz an enger Resolutioun dofir ausgeschwat hunn, dës Koexistenz, wa méiglech, ze reglementéieren.

Vu dass an Europa de Prinzip vun der libre circulation des biens gëllt an de Fait, dass

d'Europäesch Kommissioun virginn huet, dass keng Form vu Landwirtschaft, sief et déi traditionell, déi biologesch oder déi, déi op OGMe berout, ausgeschloss ka ginn, huet sech d'Regierung beim Ausschaffe vun dësem Gesetzesprojet ganz op de Principe de précaution baséiert, esou wéi et an der Regierungserklärung vum 4. August 2004 ugekënnegt gouf.

Ech zitieren: «En matière de coexistence entre plantes génétiquement modifiées et cultures traditionnelles le Gouvernement se laissera guider par les principes de précaution, de préservation de la diversité biologique naturelle et de la responsabilité économique.»

Här President, de Conseil d'État begrüsst a sengem Avis den éischten Objectif vun dësem Projet de loi, deen, fir d'Gesetz iwwert d'Commercialisation vu Geseems a Planzen aus dem Joer 1971 duerch en neie kohärenten Text ze ersetzen.

Wat den zweeten Objectif ubelaangt, fir d'Koexistenz tëschent OGMen an den traditionellen Kulturen am Kader vun dësem Projet de loi ze reglementéieren, well d'Gesetz vu '97 dës Problematik net behandelt, esou gëtt dës Punkt awer net vum Statsrot gedeelt.

Déi héich Kierperschaft ass der Meinung, dass dat Gesetz vu '97 den internationalen europäesche Recommandatiounen vun der Kommissioun Rechnung dréit, dass keng Zort vu Landwirtschaft, ob traditionell oder OGM, ausgeschloss ass, och wann d'Fro iwwert de Gebrauch vun OGMen an der Landwirtschaft an deem Gesetz net explizit traitéiert gëtt. Dofir huet de Statsrot sech d'Fro gestallt, ob dës Gesetzestext vun haut déi richteg Plaz wier, fir d'Fro vun der Koexistenz ze regelen. Hien hätt et léiwer gesinn, wann dës Problematik an der Rumm vum Gesetz vu '97 geregelt gi wier, eng Meinung, déi awer vun der Kommissioun net gedeelt ginn ass.

Ech wëll net nach eng Kéier op de Commentaire des articles souwéi op all aner Remarque vum Statsrot agoen, ech wëll just soen, dass mer op deene meeschte Punkten de Statsrot suivéiert hunn. Den Detail, wéi gesot, kann een am schrëftleche Rapport noliessen.

A Kuerzform awer elo déi Hauptpunkte vum Gesetzesprojet am Résumé:

D'Artikelen 2 bis 11 handelen iwwert de Commerce mam Geseems a mat de Planzen. Dës Artikelen ersetzen also dat aalt Gesetz vun '71 a beschreiwen ënner anere, wéi eng Kategorien an ënnert wéi eng Konditiounen d'Geseems a Planzen duerfe commercialiséiert, vermaart, etikettéiert an ugebaut ginn. Fir d'Zertifikatioun vu Geseems a Planzen an och déi genesch Kontrollen zeechent hei d'ASTA responsabel. Wann et sech ëm d'Commercialisation vu genetesch modifizierten Organismen handelt, da muss d'ASTA am Virfeld och kontrolléieren, ob déi néideg Autorisatiounen, esou wéi se am modifizéierte Gesetz vu '97 virgesi sinn, virleien.

D'Artikelen 12 bis 15 vun dësem Gesetz betreffen den zweeten Objectif vum Projet, d'Ubaue vu genmodifizéierte liewegen Organismen. Déi wichtegst Dispositiounen an dësem Beräich beschreiwen ech hei aus der Siicht vum Bauer, deen dës Schrëtt wëllt maachen.

Folgend Etappe sinn elo do néideg:

1. All Importatiounen vu genmodifiziertem Geseems a Planze mussen bannen aacht Deeg bei der ASTA deklaréiert ginn.
2. Bei der ASTA muss den Exploitant, also de Bauer, spéitstens zwee Méint ier ausgeséint gëtt ugin, op wéi eng Parzellen dës Kulturen ugebaut solle ginn a wat hir Charakteristike sinn.
3. Wa Felder gepacht sinn, da kann de Bedriewer vun dëse Felder nëmmen OGMen ubauen, wann en den Accord vum Besëtzer vun dëse Felder huet.
4. An engem öffentlech zougänglechen nationalen Register, dee vun der ASTA à jour gehale gëtt, gi souwuel d'Natur wéi och d'Localisation vun de Kulture mat OGMen agedroen an eben dem Public zougänglech gemaach.
5. Fir ze verhënneren, dass Nopeschfelder duerch OGMe contaminéiert ginn, fixéiert e Règlement grand-ducal Mindestdistanzen, déi mussen agehale ginn. Dës Règlement grand-ducal ass ausgeschafft an e gouf och der Agrarkommissioun ënnerbreet.
6. Am selwechte Règlement kritt dann och de Bauer d'Oplag, seng Maschinnen ze botzen no all Benotzen op engem Feld mat OGM-Kulturen.
7. Deen, deen OGMen ubaut, ass wirtschaftlech responsabel bei enger Contaminatioun vun engem Nopeschfeld. Respon-

sable de plein droit, wéi den Text seet. An och bei Veronrengungen an der Hunnegproduktioun vu Beiestäck, déi an der Noperschaft sinn. Fir dës Responsabilitéit ze couvréieren, muss jiddfereen, dee wëllt OGMen ubauen, eng finanziell Garantie virweisen, déi entweder duerch eng Assurance gedeckt ass oder duerch eng finanziell Participatioun un engem Risikofonds.

Lëtzebuerg huet keen esou e Risikofonds, wäert och ze kleng si fir een ze kréien. D'Participatiounen an auslännesche Risikofonds, déi existéieren, ass also an Aus-sicht gestallt.

Dat sinn déi Konditiounen, déi ee misst erfëllen.

Do dernieft regelt dëst Gesetz nach dräi aner Saachen. Dat eent ass, dass OGMS-Kulturen iwwer e Règlement grand-ducal an Zone kënnen verbuede ginn, déi vun engem communautairen Interessi sinn, oder an Naturoparken an an nationale Naturschutz-zonen.

Zweetens schliesslech gëtt och e Verbuet vun eenzelne genmodifizéierte Kulturen erméiglecht, wann absolut net kann ausgeschloss ginn, dass et zu Veronrengungen vu konventionelle Kulture kënn.

A schliesslech kritt mat dësem Gesetz d'ASTA d'Missioun fir ze kontrolléieren an och fir Infractionen festzustellen. Strofe kënnen sech iwwergens tëschent 251 Euro a 750.000 Euro belafen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dëst Gesetz schafft eng Regelung fir all déi Zorte vun Organismen, déi zu Lëtzebuerg kënnen ugeplazt ginn, fir hire Commerce an och fir d'Koexistenz vun deeneselwechten.

D'Suerg vun der Regierung, déi deckungsgläich ass mat der Suerg vun der zoustänneger Chamberskommissioun no enger sécherer Regelung, dréit och de Suerg vun eiser Landwirtschaft a vum Consommateur Rechnung.

Dëst Gesetz erméiglecht net den Ubau vun OGMen zu Lëtzebuerg. Dëst Gesetz regelt endlech den eventuellen Ubau vun elo schonns europäesch zougeloossenen OGMen, an dat op eng Aart a Weis, déi ech zumindest als berouegend - wann ech mer dat als neutrale Rapporteur därerf erlaben - bezeichne géif.

Ech soen lech Merci.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Rapporteur. D'Wuert huet elo den honorabelen Här Kox.

**Rapport de la Commission de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Sports sur la proposition de loi 5681**

» **M. Henri Kox (DÉI GRÉNG), auteur-rapporteur.** - Merci, Här President. Am Numm vun der Energiekommissioun stellen ech lech e Rapport vun enger Gesetzespropos vir, déi ech selwer den 9. Februar 2007 déposéiert hunn.

D'Gesetzespropos betrëfft d'Gesetz vum 20. Juli 1992 iwwert de Régime des brevets d'invention, dat duerch d'Gesetz vum 7. Abrëll 2006 modifizéiert gouf, a beinhalt de juristesche Kader vu biotechnologeschen Innovatiounen.

Dass d'Gesetzespropos direkt nom Rapport vum Här Schaaf iwwert d'Koexistenz vu genmanipuléierten a konventionelle respektiv biologesche Kulture virgestallt gëtt, verwonnert vläicht, ass awer aus deem Grond gewielt ginn, well et eng weider Rechtssécherheet schafft bei dem Ëmgang vu genmanipuléierten Organismen.

Eng Rechtssécherheet, déi besonnesch déi konventionell a biologesch Landwirtschaft a Schutz hält vis-à-vis vun den onberechtigte Fuerderunge vu Säiten den Hiersteller vu genmanipuléierten Organismen.

Wie genmanipuléiert Organisme seet, seet biotechnologesch Inventioun. Wie biotechnologesch Inventioun seet, seet Patentschutz. Patentschutz ass also direkt mat de genmanipuléierten Organismen enk liéiert. Patentschutz heescht awer och, net méi fräi verfügbar. Oder nëmmen dann, wann eng entsprechend Entschiedung un de Patentbesëtzer bezuelt gëtt respektiv gouf.

Dës Gesetzesinitiative huet als Zil, de patentrechtleche Schutz ausser Kraaft ze setzen, wann d'Verletzung vum Patentrecht op Zoufall oder op genesch net vermeidbar Événementer zrëckzeféieren ass. Dësen Zoufall kann zum Beispill duerch de Polleflug ausgeléist ginn.

E Polleflug, deen d'Iwwerdroe vu Genen aus genmanipuléierte Kulturen op konventionell respektiv biologesch Kulturen erméiglecht. Eng Fortplanzungstechnik, op déi d'Planze-

welt säit jeeher setzt. Et ass grad déi Technik, besser gesot natierlech Fortplanzungstechnik, déi d'Koexistenz esou schwiereng mécht, fir net ze soen, oft onméiglech, well eng Verseuchung vu konventionellen a biologesche Kulturen net auszuschléissen ass; wat och mat Contaminatioun bezechent gëtt.

De Bauer kann also vu Patentbesëtzer net zur Rechenschaft gezu ginn an och net fir d'Bezuele vu Patentverletzungen veruerteelt ginn, wa brevetéiert Planzen ugeplazt goufen, déi duerch Zoufall oder genesch net vermeidbar Ëmstänn op seng Kulturen iwwerdroe goufen.

Hien hat deemno keng bewosst Awierkung a muss virun de Reklamatiounen vum Patentbesëtzer geschützt ginn. Dës Schutz gëllt awer net, wa bewosst kommerzielle Profit vun esou enger Contaminatioun gemaach gëtt. D'Charge vun dem Beweis läit awer och bei esou engem Fall nach ëmmer beim Patentbesëtzer selwer.

Dës Gesetzesinitiative reit sech deemno an d'Philosophie vum Koexistenzgesetz an. Si bitt eng weider Rechtssécherheet fir déi konventionell a biologesch Landwirtschaft.

E puer Wuert zur Entstehung vun dëser Gesetzesinitiative.

Dës Problematik huet sech fir d'éischt 1998 a Kanada gestallt. Hei gouf de Farmer Percy Schmeiser vum Weltkonzern Monsanto ugesicht, well op de Felder vum Här Schmeiser sougenannten „roundup ready“-Raps entdeckt gouf, op deem de Konzern Monsanto e Patent hält. Viru Gericht huet den Här Schmeiser awer verséichert, dass hien nimools Som vum Konzern kaaft nach wëssentlech ugeplazt hätt, mä dass säi Feld éischer iwwert de Polleflug contaminéiert gouf an hien dofir och net Lizenzgebühren un d'Firma misst bezuelen. Leider gouf den Här Schmeiser awer an engem denkbar knappen Uerteel verklot, ouni awer musse Schuedensersatz un d'Firma ze bezuelen. Dëst Uerteel huet awer weltwäit eng grouss Well vu Sympathie fir den Här Schmeiser ausgeléist an huet derzou gefouert, dass speziell Klauselen an d'Patentgesetzter a verschiddene Länner, wéi zum Beispill der Schwäiz, Däitschland oder och nach an Eisträich, ageschriwwen goufen.

Dës Klauselen an den auslännesche Patentgesetzter hu mech derzou beweegt, ähnlech Rechtssécherheet fir d'Landwirtschaft an d'Lëtzebuerger Patentgesetz aschreiwen ze loossen. Ech hunn och dofir am Kader vun den Diskussiounen ëm d'Gesetz zum Régime des brevets d'invention, dat jo de 7. Abrëll 2006 dat neit Patentgesetz gouf, en Amendement an deem Sënn formuléiert.

Dëst Amendement konnt awer leider net méi berücksichtegt ginn, well den Délai vun der Transpositioun vun der Direktiv schonns am Joer 2000 ofgelaf war a Lëtzebuerg duerch d'Cour de Justice européenne opgefuerdert gouf, schnellstens d'Direktiv ëmzesetzen.

D'Ekonomieskommissioun huet doropshi virgeschloen, d'Amendement am Kader vum Koexistenzgesetz ze behandelen, wat virdu jo hei vum Här Schaaf virgestallt gouf. D'Agrarkommissioun huet och zougestëmmt, d'Gesetz iwwert de Brevet d'invention iwwert d'Koexistenzgesetz mat engem neien Artikel ëmzeänneren.

Am Avis complémentaire vum 4. Juli 2006 iwwert d'Koexistenzgesetz huet de Statsrot säin Accord bezüglech dem Fong vun dem Amendement ginn. Wat d'Form awer vun der Propos ubelaangt, huet de Statsrot proposéiert, esou wéi ech dat och beim éischten Amendement geduecht hat, et net iwwert d'Koexistenzgesetz ze maachen, mä direkt iwwer eng Gesetzespropos am Brevetsgesetz selwer. Dëst huet mech schlussendlech zu dëser Gesetzespropos gefouert.

D'Regierung huet an hirer Stellungnahm vum 27. Juli 2007 hiren Accord zu der Gesetzespropos ginn, well ähnlech Dispositiounen och an der däitscher, Schwäizer an eisträichescher Transpositioun vun der Direktiv 98/44/CE ze fanne sinn. An der Debatt zum Brevetsgesetz hat de Wirtschaftsminister schonn deemools säin Accord zu enger eventueller Gesetzespropos ginn.

Just eng redaktionell Ännerung gouf un der Propos virgeholl. Esou gouf „matériel biologique“ duerch „matière biologique“ ersat, well dësen Term och an der Direktiv selwer benotzt gëtt an eng méi genau Transpositioun vun der Direktiv duerstellt.

Den Term „matériel“ gouf awer vu mir an der Gesetzesinitiative, op Propos vum Statsrot, benotzt, esou dass de Statsrot selwer erëm a sengem Avis vum 9. Oktober 2007 déi nei Terminologie, déi op den Avis vun der Regierung zrëckzeféiere war, och akzeptéiert huet.

Bleift nach op den Avis vum Statsrot zum Fong selwer hinzewiesen.



Esou schreift de Statsrot am Avis vum 4. Juli 2006, dass dësen neien Artikel net géint d'Direktiv 98/44 verstéisst a konform zum Artikel 11 vun dârselwechter ass.

D'Direktiv selwer schreift zwar nâischt iwwert d'Hypothees, dass eng „matière de reproduction brevetée“ iwwert den net kommerzielle Wee kéint gehandelt ginn, schléisst awer aus, dass d'Benotze vu brevetéiertem Material, dat iwwert den accidentelle Wee op e Feld komm ass, deemno net explizit verbueden ass.

Och weist de Statsrot nach eng Kéier drop hin, dass Lëtzebuerg duerch dës Initiativ keen „cavalier seul“ mécht, well schonns eng Rei Länner esou Artikelen an hire respektive Gesetzer hunn.

Des Weidere weist de Statsrot drop hin, dass den Auteur vun der Proposition eng breet Protektioun gewielt huet, nämlech net nëmmen eng Protektioun vun den „seules variétés végétales brevetées“, mä d'Protektioun op sämtlech „matière biologique“ ausweit, esou wéi dat och d'Schwäizer Brevetsgesetz virgesäit.

D'Ekonieskommissioun huet an hirer Réunion vum 6. Dezember 2007 eng Analys vun der Gesetzespropos an dem Avis vum Statsrot gemaach an huet déi redaktionell Propos vun der Regierung akzeptéiert. An dârselwechter Réunion gouf den Auteur vun der Propos zum Rapporteur bestëmmt.

An der Réunion vum 17. Januar 2008 gouf de Rapport dunn eestëmmeg vun der Ekonieskommissioun ugeholl.

Den Article unique huet folgende Wuertlaut: «La protection visée aux articles 47bis et 47ter ne s'étend pas à la matière biologique dont l'obtention dans le domaine de l'agriculture est due au hasard ou est techniquement inévitable.»

Den Auteur a Rapporteur vun dëser Gesetzespropos seet deene sëllege Leit en décke Merci fir hir grouss Ënnerstëtzung an d'Gelänge vun dëser Gesetzesinitiativ a wënscht sech eng breet Ënnerstëtzung hei am héijen Haus wéi an der Ekonieskommissioun.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Kox. Den Här Oberweis huet d'Wuert fir d'CSV-Fraktioun.

**Discussion générale**

» **M. Marcel Oberweis (CSV).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Här Minister, Madame Statsekretärin, am Ufank vu menger Interventioun wëll ech dem Fraktiounskolleeg Jean-Paul Schaaf mäi Merci ausschwätze fir de schrëttlechen an och de mëndleche Rapport.

Et war sécherlech keng einfach Aufgab, all déi eenzel Elementer aus den Diskussiounen, déi mir während ville Réunionne geféiert hunn, beieneen an e Rapport ze schreiwen. Mir haten eng ganz Rei vun Associatiounen aus dem Agrarsector invitéiert, fir hir Doléancen ze lauschteren, well mer wosste jo, dass dëst Gesetz eng relativ wäit Portée géif kréien.

Vum Dépôt vum Gesetz iwwert d'OGMen, den 10. September 2004, bis zum heitege Vote sinn eng ganz Rei vun Ännerungen an de vergaangene Méint erabruucht ginn an zum Deel och an eise Chamberstexter dann agefloss. Derniewent huet e signifikante Wiessel an der Gesellschaft vis-à-vis vun den OGMen a leschter Zäit stattfonnt.

Dëse Gesetzesprojet ass fir eis Landwirtschaft vu grousser Bedeitung, geet et dach engersäits ëm d'Koexistenz tëschent dem konventionellen an dem biologeschen Ubau vu Planzen an anerersäits ëm d'Zouloossung vun de genmanipuléierte Planzen, de sougenannten OGMen.

D'Direktiv 2001/18 vun der Europäescher Kommissioun gesäit vir, dass an den eenzelne Memberlänner Modalitéiten ausgeschafft solle ginn, déi d'Koexistenz vun deenen dräi virdu genannte Kulture virgesäit. Déi Iwwerleeungen huet se och nach eng Kéier an enger weiderer Direktiv 2003/556 verifiéit.

D'Koexistenz hänkt awer vun enger ganzer Rei vu Facteuren of, déi och vun enger Region zur anerer verschidde kënne sinn. Ënner anerem gëtt se bestëmmt iwwert d'Konditiounen vun dem Bueden, dem Klima, der Gréisst vun de Felder oder awer souguer duerch de Fruchtwiessel.

Am Joer 2005 ass vun der Europäescher Kommissioun en Netzwierk COEX-NET kreéiert ginn. Op hirer éischter Sitzung am September 2005 ass festgehale ginn, dass all Memberland deenen anere matdeele

muss, wat sech a sengem Land a Saache Koexistenz doet. Esou kënn et dann zu enger enker Kooperatioun an der Europäescher Unioun. Derniewent soll awer och ganz kloer d'Fuerschung op dësem Gebitt vun den OGMe weidergedriwwen ginn.

D'Regierung huet sech an hirem Gesetzestext kloer fir eng restriktiv Approche ausgeschwat a sech vum Prinzip vun der Précautioun leede gelooss. Déi Approche ass och vun der Baurewelt zum gréissten Deel begréisst ginn a war eng vun de Guideliné vun onsen Diskussiounen an der Chamberskommissioun.

Een Hauptpunkt vun der Koexistenz ass deen, d'Bauere virun de méiglechen ekonomeschen, awer och ökologesche Konsequenzen ze protegéieren, déi op hire Felder duerch eventuell OGMen ausgeléist kënne ginn.

E klenge Rappel: Am Abrëll 2007 hat d'Weltbevölkerung de Wäert vu 6,6 Milliarden erreicht, 11% dovun an der Europäescher Unioun an a Russland. No den Ënnersichunge vun de Vereenten Natiounen klëmmt d'Populatioun vun der Welt awer op 8 Milliarden bis 2025 a méiglecherweis op 9,2 Milliarden 2050. Haut leide bal eng Milliard Menschen ënner akutem Hunger, méi wéi an Europa an a Russland gemeinsam liewen.

Firwat soen ech dat elo? Well sech weltwäit d'Agrarfläch permanent verklengert, gëtt et ëmmer méi schwierig, all déi hongreg Menschen ze ernieren. A well dëse Problem och schonn erkannt ginn ass an de 70er Jore vum leschte Jorhonnert, ass d'Fuerschung am Beräich OGMen an Amerika dunn nei Weeër gaangen. Et ass gemengt ginn, déi traditionell Methode géifen net méi duergoen, fir all Mensch op der Äerd den Hunger ewechzehuelen an d'OGMe kéinten do eng grouss Roll spillen.

Loosse mer awer do net blann sinn: Den Hunger an der Welt kënne mer domat net léisen, well d'Ongerechtegkeete ganz wou aneschters leien.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. Marcel Oberweis (CSV).** - Do dëngen d'OGMe guer nâischt. Villméi dreiw mer d'Bauern an den Tiers-Monde-Länner ëmmer méi an eng grouss Ofhängegkeet vun de grousser Gesellschaften.

Am Joer 1985 konnt awer duerch d'Fuerschung nogewise ginn, dass déi éischte Kéier eng Planz géint een Insekt resistent ginn ass, dat war a China. 1990 ass déi éischte Kéier eng OGM-Planz zum Asaz komm, an zwar am Beräich vun der Tabakindustrie. Dat éischt Geméis op der Basis vun OGMe war eng Tomat am Joer 1994.

Mir schwätzen also hei iwwer Saachen, déi ganz rezent sinn an déi awer eng grouss Portée hu fir d'Ernährungswissenschaft.

D'Ubaufäche vun den OGMe sinn och bestënneg gewuess. Am Joer 1999 waren et 40 Milliounen Hektar, am Joer 2004 ongeféier 81 Milliounen an am Joer 2006 schonn 102 Milliounen Hektar.

De Soja ass op bal 60 Milliounen Hektar ugeplanzt ginn, de Mais op 26 Milliounen, de Kotteng op 14 Milliounen an de Raps op bal 5 Milliounen. Dat sinn ëmmerhi scho 5% vun der Welt.

Déi Länner mat de meeschten OGM-Planzen sinn d'amerikanesch Staaten, Kanada, China, Brasilien an och Argentinien. Am Joer 2006 waren eelef dévoppéiert Länner an eelef Drëttweltlänner mam Uplanze vun OGMe beschäftegt.

Notamment Spuenien, e Land, wat ons ganz no läit, huet de Bt176-Mais op bal 60.000 Hektar am Joer 2004 ugeplanzt; ëmmerhi schonn 12% vu senger Ackerfläch. Am Joer 2007 - also d'lescht Joer - ass de Mais MON 810 op 22.000 Hektar a Frankräich an op ronn 100.000 Hektar a Spuenien ugeplanzt ginn. Vläch dierft ech och drun erënneren, dass dëse MON zënter '98 an Europa ugebaut gëtt.

Dass sech d'Länner an der Europäescher Unioun mam Uplanze vun OGM schwéierdinn, beweist d'Tatsaach, dass am Joer 2005, notamment am Februar, 20 Regiounen aus verschiddene Memberlänner zu Florenz eng Charta ënnerschriwwen hunn. An dëser Charta erkläre si, dass si d'Uplanze vun den OGMen an hire Regiounen oflehnen. Mëttlerweil hu sech eng ganz Rei weider Regiounen dëser Charta ugeschloss.

Och hei zu Lëtzebuerg hu sech d'lescht Joer an enger Ëmfro ronn 83% vun de Leit géint den Ubau vun OGMen ausgeschwat. 89% verlaange souguer den Etiketage vun den OGMen op de Liewensméttelen. Doriwwer eraus missten d'OGM-Produkten vun den traditionellen a biologesche Produkter an de Geschäfte getrennt gelagert ginn.

Wann een d'Rapporte vun de Wëssenschaftler an dësem Domän liest, da kritt een awer keng geschlosse Meenung an och keng geschlossenen Äntwert. Et kann awer net sinn, dass, eleng well d'Wëssenschaft OGMen entwëckelt, dës och ugeplanzt kënne ginn. Nom Prinzip vun der Liewensméttelsécherheet muss nogewise ginn, dass d'OGMe keng gesondheetlech Konsequenzen op de Mensch hunn. An derniewent gëtt et jo och ëmmer nach déi Erhaltung vun der biologescher Diversitéit, op där mer dann erëm eng Kéier Planze mussen dropsetzen, fir muer de Moien dann Nahrungsmëttelen ze ernten.

An deem Zesummenhang ass et wichteg, de Cartagena-Protokoll iwwert déi biologesch Sécherheet ze zitéieren. Dëse Protokoll ass ëmmerhin den éischten internationalen Accord, deen deene Länner d'Recht zougesteet, sech géint d'Uplanze vun den OGMen auszeschwätzen, an dat ganz am Sënn vum Principe de précaution.

De Protokoll ass am Joer 2000 ausgehandelt ginn an den 11. September 2003 ënnerschriwwen ginn. Hie weist op d'Gefore vun den OGMe fir de Mensch a fir d'Ëmwelt hin. An hie berëfft sech ganz eendeiteg op d'Deklaratioun vu Rio 1992. Deemoos ass festgehale ginn, dass d'Länner an der Rumm vun hire Méiglechkeeten nom Principe de précaution hir Ëmwelt protegéieren müssen. Wa sech erausstelle sollt, dass der Natur duerch eng Aktivitéit schwéier oder bleiwend Schied zougefügt kéinte ginn, da müssen all Mesuren ergraff ginn, dës Gefore vun der Ëmwelt ze verhënneren.

Här President, de Rapporteur ass schonn op déi wichtegst Elementer vum Gesetzesprojet agaangen. Ee wichtige Punkt ass awer ganz sécher d'Distanz tëschent den traditionellen an de biologesche Kulture géintiwier den OGMen. Am Règlement grand-ducal sinn d'Distanze festgeluecht ginn, notamment fir de Raps a fir de Mais.

Wichteg ass et awer och, dass de Bauer, deen op senge Flächen OGMen uplanze wëllt, sengen Noperen an der Verwaltung - an deem heite Fall der ASTA - zwee Méint am Virus doriwwer Bescheed muss ginn. Hie muss all déi Parzellen oplëschten, op deenen hien d'OGMen uplanze wëllt.

Well mir wëssen, dass d'OGM-Planzen iwwer Joren am Buedem verbleiwen, muss dann och nach e Kadaster ugeluecht ginn, wou dann eng Kéier d'OGMen dropstinn. Et läit op der Hand, dass mir hei zu Lëtzebuerg op kee Fall OGMen an eisen Naturparken uplanzen dierfen. Dozou huet sech d'Europäesch Kommissioun kloer ausgeschwat.

Ee weidert wichtegt Element, dat och vun der CSV-Fraktioun gedroe gëtt, ass d'Kreatioun vum Fong. Well et an Europa keng Assurance gëtt, déi déi méiglech Konsequenz aus dem Ubau vun den OGMen ofdecke kann an och wëllt, muss ee Fong geschafe ginn. An dëse Fong müssen dann d'Baueren, déi OGM uplanzen, d'Händler, déi OGM verdreiwen, an d'Produzente vun den OGMen erabezuelen.

Mir hunn an der Kommissioun och mat de Beienzüchter geschwat, a mer haten eng interessant Diskussioun. Si hunn eis op d'Gefore vun den OGMe fir hir Beiepopulatioun opmierksam gemaach. Et gouf ons gesot, dass eng Bei bis zu 65 km² Fläch befléie kann an engem Dag. Da kann ee sech jo ausrechnen, wivill Chancen déi Bei huet, op OGMen ze treffen, an dat souguer iwwert d'Grenze vun onsem Land eraus.

Och de Comité des régions huet sech mat den OGMe befaasst an ënnerstrach, dass den ugesatenen Taux vun 0,9%, eng Kennzuel fir de Gehalt vun eventuellen OGMen an de Produkter, ze héich wier; an dat och mat Bléck op d'Sécurité alimentaire.

Ech hat am Ufank vu menger Interventioun drop higewisen, dass et an de vergaangene Joren zu engem Changement an der OGM-Politik an Europa komm ass. De Kommissär vun der Europäescher Kommissioun fir Ëmwelt, den Här Stavros Dimas, huet den 22. November am leschte Joer d'Zouloosse vun zwou OGM-Maiszorte verbueden, well si de Päiperleken an de Beie schiedlech sinn. Si géife senger Meenung no och d'Gläichgewicht vun den Ökosystemer zerstéieren. Hie schwätzt eng ganz eendeiteg Sprooch. Hie stellt sech virun d'Natur, well si irréversibel Schied duerch d'OGMen erleide kann.

Den Här Stavros Dimas huet awer och d'Wëssenschaftler opgefuerdert, si solle weider um Dossier OGM schaffen. E puer Deeg méi spéit huet och déi däitsch Regierung d'Europäesch Kommissioun opgefuerdert, de System vun den Autorisatiounen vun den OGMe vu Grond op ze iwwerschaffen. Et heescht awer am Text, dass d'Roll vun EFSA - dat ass déi Kommissioun, déi d'Zouloossung vun den OGMe regelt - misst nei definéiert ginn.

Déi däitsch Regierung huet och am November 2007 de Moratoire erëm wëllen aféieren, bis eendeiteg Informatiounen virleien. Ech wëll drun erënneren, dass mir esou e Moratoire bis 2004 haten, an dunn ass en ofgeschaaft ginn. Dat däitscht Parlament huet awer virun e puer Deeg, wéi Der konnt lisen, d'OGM-Gesetz ugeholl bei sech. Si sinn awer do manner restriktiv mat Distanzen, wéi mir hei. Esou soll d'Distanz vun den OGM-Planzen bei hinne 150 m zur konventioneller Landwirtschaft a ronn 300 m zur biologescher Landwirtschaft bedroen. Also manner wéi bei ons.

Och Éisträich an Italien sinn amgaangen hir Positioun ze iwwerdenken. Notamment a Frankräich ass et zu engem Ëmschwong komm. Do ass den OGM-Mais MON 810 an d'Diskussioun komm. Den Ubau vun dësem OGM soll elo verbuede ginn.

Interessant ass eppes, wat ech an de leschten Deeg nogelies hunn: A Kanada ass enger Etüd no festgestallt ginn, dass OGM-Pollen net nëmmen honnerte Metere fléien, mä iwwer 100 Kilometer.

Mir müssen eis awer virun Aen halen, wa mir duerch eist Gesetz d'Uplanze vun den OGMe verbidden, da müssen domat och déi aner europäesch Länner vläch dovun ausgoen. Vläch musse mer esouguer mat Repressalié vun der Welthandelsorganisatioun rechnen. Domat musse mer awer da liewe kënne.

Wat nach méi schlëmm kënnt ginn, ass, dass d'Präisser vun den Net-OGMen, also Net-OGM-Céréalen, déi fir ons Béischte bestëmmt sinn, sech verdeiere kéinten. Op där anerer Säit ginn dann OGM-Fuddermetelen an engem verstärkte Mooss an d'Europäesch Unioun importéiert; elo schonn 20 Milliounen am Joer.

Dierf ech och nach hiweisen op d'Initiativ „Lëtzebuerg ouni OGMen“. Duerch dëse Schrëtt sollen eis Gemengen dofir gewonne ginn, op de gemengeneegenen Terraine keng OGMen zouzeloossen. Ëmmerhin hu scho 26 Gemengen dëse Schrëtt beschratt, an 190 Bauerebetriber mat am Ganze bal 14.000 Hektar. Derniewent sollen och keng Produkter an de Kantine verschafft ginn, an deenen eventuell OGMen enthalte kéinte sinn.

Ech wëll nach eng Kéier drop hiweisen, dass den Ubau vun OGMen eis biologesch Diversitéit schiedegt, an en aval och de Mensch. Erlaab mir och drop hinzewiesen, dass ab muer de Moie Lëtzebuerg d'Présidence vun der Groussregion iwwerhëlt. Ech selwer sinn do President vun der Kommissioun „Landwirtschaft an Ëmwelt“, a probéieren da mat de Partenairen an der Groussregion och drop hinzewirken, dass mer zesummen eis dësem Dossier unhuelen. Ëmmerhi probéieren ech, dass mer eng gemeinsam Sprooch do fäerdeg bréngen.

Mir wëllen eis an de kommende Méint duerfir asetzen, dass mer eben d'OGM-Planzen an d'Diskussioun an eiser Groussregion kréien. Domat fannen eis Beien, fir nëmmen déi hei ze nennen, keng OGM-Planzen, esou dass d'Contaminatioun géint null geet. Si geet ni op null zou, mä si geet géint null.

Well mir awer net de wëssenschaftleche Fortschrëtt ophale kënne, wëlle mir eis derfir asetzen, dass d'Fuerschung op dësem Gebitt weidergefouert soll ginn. Soulaang eng Gefor fir d'Gesondheet vun Mensch an och fir eis Planzen a Déierewelt besteet, sollte mir dat Experiment vun den OGM-Planzen ënnerloossen an eis ëmmer vun dem Principe de précaution leede loos-sen.

Am Numm vun der CSV, déi sech dem Prinzip vun der nohalteger Entwëcklung verschriwwen huet, bréngen ech heimat och den Accord vun eiser Fraktioun zu dësem Gesetz a soe Merci fir d'Nolauschteren, a schwenken dann direkt ëm op den zweeten, dem Henri Kox säi Pabeier.

Här President, an der virleiender Proposition de loi, déi den honorabelen Henri Kox hei agereecht huet, geet et ëm d'Modifikatioun vum Gesetz vum 20. Juli 1992, am Speziellen iwwert de Regime vun de Brevets d'invention.

Wéi den Auteur et schonn ugedeit huet, sollen d'Auswierkunge vu brevetéierter Matière an der Landwirtschaft a bestëmmte Fäll net spillen.



De weltwäit bekannte Fall vun dem kana-desche Bauer Percy Schmeiser soll dat illustréieren. Hie war vun enger Gesell-schaft, déi OGMen entwéckelt huet, ugeklot ginn, well hie keng Lizenztaxé bezuelt huet. Wéi koum et dozou? Fir sech dem Klima a Kanada besser unzepassen, hat de Percy Schmeiser nei Rapsorten entwéckelt. Seng Felder sinn awer duerch Disséminatioun vun OGMen aus den Nopeschfelder conta-minéiert ginn. No laangwierege Gerichts-verhandlungen huet de Bauer Recht kritt, keng Lizenzgebühren ze bezuelen, awer seng nei entwéckelt Rapsorte si vun der grousser Firma beschlagnahmt ginn.

Dës Willkür soll duerch déi virleierend Propo-sitioun verhénnert kënnen. De Bauer ka sech net géint de Polleflug oder d'Bestäu-bung vu senge Felder duerch Beien of-sécheren.

Am anere Fall awer, wann de Bauer aus der Disséminatioun kommerziell Virdeeler erausziit, dann dierf hien dës Exceptioun net invoquéieren. D'Gesellschaft, déi de Brevet vun den OGMen huet, muss awer dofir de Bewäis erbréngen.

Fir d'CSV-Fraktioun ass dës Proposition eng wichteg Ugeleeënheet fir eis Landwirt-schaft, well se Rechtssécherheet an engem därengen Dossier erabréngt. An dofir brén-gen ech och den Accord vun därselwechter eran a soen elo Merci fir d'Nolauschteren.

» Plusieure voix.- Très bien!

» M. le Président.- Merci, Här Ober-weis. Den honorabelen Här Wagner huet elo d'Wuert fir d'DP-Fraktioun.

» M. Carlo Wagner (DP).- Här Presi-dent, Dir Dammen an Dir Hären, de Projet de loi, dee mer haut zum Vote virleien hunn, soll d'Gesetz vum 9. November 1971 por-tant réglementation du commerce des se-mences et plants ersetzen. Dat Gesetz huet d'Basis fir déi sukzessiv Direktiven duerge-stallt, déi zu Bréssel ugeholl gi sinn an deem doten Domän. No méi wéi 30 Joer ass et awer elo un der Zäit - menge mer op alle Fall -, déi Législatioun ze adaptéieren, well notament am Kader vun europäesche Bannemaart eng Rei Evolutiounen stattfonnt hunn.

Fir elo also e kloren a liesbaren Text ze schafen, huet et sech einfach ugebueden, dat Aalt duerch en neien Text ze ersetzen, deen och den Dispositiounen vun der Koexis-tenz tëschent OGM-Kulturen a konventio-nelle Kulture Rechnung dréit.

Wat dee sougenannte Koexistenzmodell ubelaangt, esou ass d'Regierung der Mee-nung gewiescht, dass d'Gesetz vun 1997, dat duerch dat vum 13. Januar 2004 ersat gouf, keng Äntwert géif ginn op d'Koexis-tenz justement tëschent OGM-Kulturen an traditionelle Kulturen an deene Bestëmmun-gen, déi do solle gëllen. De Conseil d'État war anerer Meinung, mä de Rapporteur, den honorabelen Här Schaaf, deem ech op dëser Plaz wëll félicitéiere fir säi mënd-lechen a schrëftleche Rapport, huet dat schonns genuch erläutert.

Här President, de Projet de loi, dee mer haut diskutéieren, suergt selbstverständlech fir grouss Opmierksamkeet, well de Sujet, deen en traitéiert, ganz aktuell ass a bleift.

D'Biotechnologien kënnen eng Chance fir d'Zukunft duerstellen, mä awer och Risiken, déi een net dierft ze verkennen. Dat heescht net, dass een d'Dier vum Progrès soll zouschléissen, bien au contraire, mä et soll een en la matière mat där néideger Vir-siicht virgoen.

D'Biotechnologien, an alles, wat ronderëm se dréit, ass nämlech eng ganz jonk Wës-senschaft an d'Inconnuë sinn esou grouss, wéi d'Erwaardungen, déi een a se setze kann.

Duerfir ass et hei eminent wichteg, d'Saa-chen net ze iwwerstierzen. Dat riskéiert awer onweigerlech de Fall ze sinn, wa bei-spillsweis ekonomesch Intérëten d'Primau-téit géife kréien. Or, dat wat aus enger reng ekonomescher Sicht an enger éischter Phas sech vläicht ganz gutt ugesäit, dat kann awer herno sech als relativ schlecht erweisen an e sougenannte Bumerang-Effekt mat sech bréngen. Bei all Schrëtt, deen een also an deem Domän mécht, muss d'Wuel vum Mënsch a vun der Ëmwelt am Vierdergrond stoen.

De Fransous Nicolas Hulot huet an engem Artikel vum „Monde“ dëse 17. Januar d'Saach op de Punkt bruecht; ech zitéieren: «Certains confondent progrès et perfor-mance en oubliant que les racines du mal se nourrissent parfois des meilleures inten-tions.» E bësselche weider seet en: «La rai-son, plus que jamais, doit effacer la pas-sion.»

Här President, mir hunn hei zu Lëtzebuerg probéiert, säitdem mer mat dësem Sujet be-faasst sinn, de gudder Verstand spillen ze loossen, ouni eis awer dem Progrès ze ver-schléissen.

An der leschter Legislaturperiod huet sech d'Commission spéciale «Éthique», am Ka-der vum Projet de loi 4913 modifiant la loi du 13 janvier 1997 relative au contrôle de l'utili-sation et de la dissémination des orga-nismes génétiquement modifiés, mat dë-sem Sujet auserneegesat.

Mat deem Gesetz, dat deemools gestëmmt ginn ass, sollt notament de Principe de précaution hei zu Lëtzebuerg verankert ginn, deem säi But et ass, ech zitéieren: «de préserver, de protéger et d'améliorer l'envi-ronnement ainsi que de sauvegarder la santé des personnes».

(M. Laurent Mosar prend la Présidence)

D'Commission spéciale «Éthique» ass dee-mools, zesumme mat der Ëmweltkommis-sioun an der Kommissioun vun der Santé, op Dijon eng Visite bei d'INRA - dat heescht den Institut National de la Recherche Agro-nomique - maache gaangen. Do sinn Tests grandeur nature op Felder duerchgefouert ginn, fir eventuell Incidencë vun OGM-Felder op konventionell Felder feststellen. Deemools schonn ass erauskomm, dass et zu enger Pollutioun beim Raps géif kom-men. An dat net nëmmen duerch normale Polleflug, mä och duerch Insekten.

Déi Erkenntnisser, déi deemools deene ver-schiddene Kommissiounen virgestallt gi sinn, hunn och d'Commission de l'Environnement vun deemools, déi ënnert dem Virsëtz vum Kolleeg Mil Calmes stoung, derzou be-weegt, an hirem Avis zu deem Projet de loi folgend Positioun ze ergräifen; ech zitéie-ren: «Ainsi, les risques écologiques paraissent importants: la dissémination volontaire d'OGM risque fortement de provoquer des échanges génétiques dans la nature, dus à des transmissions par pollinisation et des croisements intervariétaux qui ne peuvent être contrôlés et qui entraînent ainsi une „pollution génétique irréversible“.»

D'Ëmweltkommissioun huet sech also mat Nodrock fir de Précautionsprinzip ausge-schwat. Si hat och proposéiert, Lëtzebuerg zu enger OGM-fräier Zon ze deklaréieren.

D'Ethikkommissioun ass awer zur Konklu-sioun komm, dass de Polle selbstverständ-lech net virun de Grenzen Halt mécht an dass also dat nëmmen eng éischter symbo-lesch Mesure wier.

Trotzdeem awer muss een drop hiweisen, dass eng ganz Rei vu Gemengen eng Re-solutioun ugeholl hunn, an där se deklaréie-ren, keen OGM wëllen ze planzen, dass se an de Contrats de bail, déi se mat de Baue-ren ofschléissen, och aschreiwe loossen, dass si op de Gebrauch vun OGM verzich-ten.

Et ass awer ze begréissen, dass, esou wéi d'DP dat och ëmmer gefuerdert huet, elo iwwert d'Gesetz, duerch e Règlement grand-ducal, Distanze festgeluecht ginn tëschent Felder mat konventionelle Kulturen an OGM-Kulturen, déi selbstverständlech och mussen agehale ginn. Och si mer frou, dass ganz kloer festgehal e ginn ass, dass deen, deen OGM-Kulturen uplantz, derfir respon-sabel gemaach ka ginn, wann eng souge-nannten Dissémination fortuite op e konven-tionellt Feld geschitt. Dat gëllt och notam-ment fir den Hunneg.

Här President - den Här Oberweis hat et scho kuerz ugeschwat -, den 9. Januar vun dësem Joer huet Frankräich anonncéiert, dass et géint de Mais transgénique MON 810 vu Monsanto d'Clause de sauvegarde wëllt spille loossen. Et soll also e Moratoire a Frankräich ginn, wat d'Uplanze vu Mais ugeet, an dee soll esou fréi wéi méiglech anrieden. D'franséisch Regierung huet déi Décisioun geholl, well de Comité de la Haute Autorité sur les OGM d'Risqué vu Pol-lutioun beim Mais ervirgehuewen huet, Risquen, déi awer - an dat muss een och soen - schonn zënter Längerem bekannt sinn.

Den Artikel 23 vun der Direktiv 2001/18/CE erlaabt de Memberstaten, e Risque fir d'Ge-sondheet vun de Leit oder vun der Ëmwelt ze invoquéieren a fir provisoresh op hirem Territoire den Ubau vun engem OGM ze ver-bidden, deen an der Union européenne au-toriséiert ass.

Mir hunn déi Direktiv duerch d'Gesetz vum 13. Januar 2004 an eis Législatioun trans-poséiert. Frankräich huet sech also domad-der un Eisträich an Ungarn drugehaangen, déi och Mesures de sauvegarde geholl hunn, well se d'Risqué fir d'Ëmwelt an och en Impakt vun dem MON 810 op verschid-den Zorte Päiperleke festgestallt hunn.

De Principe de précaution ass jo deen, op dee mer eis hei zu Lëtzebuerg géeneegt hunn an deen d'Regierung och zu Bréssel ëmmer invoquéiert huet. De Précautions-prinzip soll notament da spillen, wann en Doute iwwert d'Sécherheet vun engem Pro-duit besteet, et awer duerch wëssenschaft-lech Tester schwéier ass, fir mat där néide-ger Précisioun dat beleeeën ze kënnen. An der Praxis ass et awer esou, dass déi Län-ner, déi de Précautionsprinzip invoquéie-ren, meeschtens och mat enger wëssen-schaftlecher Preuve kommen, fir d'Clause de sauvegarde ze invoquéieren. Dat heescht also, dass de Précautionsprinzip apparemment net géif duergoen.

Par ailleurs huet d'EU-Kommissioun pro-béiert, d'Mesures de sauvegarde vun Eis-träich an Ungarn opzehiewen, wat awer bis viru kuerzem net geschitt ass, well déi aner Memberlänner déi zwee Länner am Conseil ënnerstëtzt hunn. An engem vun de leschte Conseilen awer ass elo Eisträich iwwerstëmmt ginn. Si mussen hir Mesures de sauvegarde ophiwien, wat den Import an d'Transformatioun vun deem Mais ube-laangt. Wat den Ubau ubelaangt, gi se fir de Moment nach vun deenen anere Länner ën-nerstëtzt.

Also, wann ech kuerz zesummefaassen där: Mir hunn de Précautionsprinzip an eiser Législatioun verankert. Et kann een en och bei der EU-Kommissioun theoretesch invoquéieren, mä praktesch misst ee scho bal op deen Niveau driwwer, dat heescht op d'Clauses de sauvegarde zrëckgräifen.

Dogéint stäipt sech dann d'EU-Kommis-sioun, well deen incriminéierten OGM jo vun der EFSA, dat heescht European Food Sa-fety Agency, autoriséiert ass. Do, wou et sech ofspillt, dat ass also dann am Conseil des Ministres, wou eng politesch Décisioun geholl gëtt, ob een d'Kommissioun suivéiert oder net.

Bis elo kann ee soen, dass dat alles e bës-selche komplex ass, mä soulaang d'Mem-berlänner sech eens sinn, een anert Land ze ënnerstëtzen a senger Démarche, klappt dat bis elo op alle Fall.

Den eisträichesche Fall werft awer d'Fro op, ob dat Regelwierk, dat mer de Moment hunn, nach ëmmer dat géeeigent ass. Hei ass et also a sech d'Politik, déi en fin de compte d'Verantwortung dréit. Duerfir, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ass a puncto Précautionsprinzip menger Mee-nung no dat lescht Wuert nach laang net geschwat.

An Amerika, zum Beispill, ass et esou, dass d'Responsabilitéit bei de Producteurs läit an iwwert hinne permanent dat berühmtent Da-moklesschwert schwieft. Do sinn d'Produc-teuren an der Pflicht, well wann eng Kéier e Problem besteet - ech ginn zou, dat geschitt net allze vill oft, mä wann -, da musse se zo-lidd an d'Täsch gräifen. Ech erënnere bei-spillsweis un déi Fäll vu viru kuerzem, wat den Tubak oder d'Medikamenter ubelaangt.

An der EU stellt sech och d'Fro, ob d'Pro-ducteursen dat do Damoklesschwert iwwert sech spieren. Wann ee vun der EU-Kommis-sioun autoriséierten OGM sech spéider als gesondheetsschiedlech erweist, da stellt sech déi berechtigt Fro, ob d'Producteurs sech an deem Fall hannert der Autorisatioun vun der Kommissioun verstoppe kënnen, oder ob se awer zu Schuedensersaz verklot ginn.

Här President, ier ech zum Schluss kom-men, wëll ech nach just ee Wuert zu der Proposition de loi vum honorabelen Här Kox soen. De Kolleeg Kox huet, an ech wëll him op dëser Plaz Merci soe fir seng Initiativ - op der Musel werfe mir eis jo alt Blummen -,...

(Hilarité)

...dee laange Wee vu sengem Amendement zu dëser Proposition de loi schonn opge-zeechent. Mir bleift a sech nach just eng Kéier d'Pertinenz vu senger Proposition de loi ze ënnersträichen, déi jo virgesäit, dass déi ongewollten Disséminatioun vun OGM-en net ënnert d'Législatioun vun de Brevets en matière biologique fält. Déi Proposition de loi fënnst dann och selbstverständlech d'Ënnerstëtzung vu menger Fraktioun.

Ofschléissend dann, Här President, wollt ech soen, dass d'Fraktioun vun der Demo-kratescher Partei Jo seet zum Progrès, mä net à tout et à n'importe quel prix, an dass se och Jo seet zum Choix, d'Wuel vun de Mënschen an der Ëmwelt iwwer all aner Considératiounen ze stellen!

Dat gesot, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ginn ech selbstverständlech am Numm vun der Fraktioun vun der Demokra-tescher Partei den Accord zu dësem Projet de loi.

Ech soe Merci fir d'Nolauschteren.

» Plusieure voix.- Très bien!

» M. le Président.- Ech soen dem Här Carlo Wagner Merci. Als nächste Riedner ass den Här Schneider agedroen. Här Schneider, Dir hutt d'Wuert.

» M. Romain Schneider (LSAP).- Här President, Här Minister, Madame Statsse-kretärin, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt och vu menger Säit aus Félicitatiou-nen un de Jean-Paul Schaaf als Rapporteur fir säi schrëftlechen a mëndleche Rapport souwéi och un den Auteur a Rapporteur vun der Proposition de loi, den Henri Kox, fir seng Explikatiounen.

No bal véier Joer parlamentarescher Aar-becht ass dëse Projet de loi an der Cham-ber, fir de Mëtteg votéiert ze ginn. Erlaabt mir e puer Gedanken zu dësem Projet de loi ze maachen an hei vläicht zrëckzegräifen op een Artikel, deen ech ganz gutt fonnt hunn, deen e Samschdeg, de 26. Januar, am „Tageblatt“ war mat der lwwerschrëft „Felder frei für die Gentechnik?“. Hei kann ech d'Aussoe vu mengem gudden an äer-dege President, dem Marcel Oberweis, déi ech gelies hunn, Marcel, nëmmen zum Deel awer guttheeschen, obwuel s de virauser eng Rei vun Explikatiounen dozou ginn hues.

Jo, ech ginn him Recht, wann hie richtig seet, dass effektiv den Ubau mat gentech-nesch verännertem Saatgut duerch dëst Gesetz méiglech ass, an op där anerer Säit dëse Projet de loi net nëmmen dës Froe re-gelt, mä virun allem och d'Gesetz regelt an nei ersetzt vum 9.11.1971 an derniewent national Prezisiounen gëtt, wat d'Koexistenz tëschent de genmanipuléierte Planzen an der traditioneller Kultur betrëfft. Bis dohin-ner sinn ech mat mengem Frënd Marcel Oberweis och vollstens d'accord.

Net ganz kann ech allerdéngs seng Ausso - wann hie richtig zitéiert gouf an der Press - deelen, wann hien dovou schwätzt, dass Lët-zebuerg géif mat dësem Gesetz zu deem éischte Land ginn, an deem OGMen net kéinten ugebaut ginn. Et ass zwar richtig, dass et der Agrarkommissioun hir Absicht war, d'Oplagen esou héich wéi méiglech ze maachen, well mir der Meinung sinn, dass Risiken, déi mat OGMe verbonne sinn, haut net ze ënnerschätze sinn. Mir haten awer net d'Méiglechkeet, e Gesetz ze maachen, wat den Ubau vun OGMe vu viraan aus-schléisst, well mer soss direkt vun der EU-Kommissioun verklot gi wieren.

Et kann een argumentéieren, dass dëst Ge-setz engem De-facto-Verbuet vun OGM-Ubau entsprécht, well et d'Voraussetzungen - d'Ofschlësse vun enger Assurance oder d'Bedelegung un engem Risikofonds - am Moment alle béid net gëtt. Mä mir sinn awer verflücht, esou e Risikofonds ze schafen, wa mer net ugeklot wëlle ginn.

Ech wëll domat soen, dass mer eis also net berouegt kënnen zrëcklehnen am Vertrauen dorop, dass dëse Problem mat dësem Ge-setz definitiv geléist wier. Wa mer ënner Drock gesat ginn, e Risikofonds anzeriich-ten, da gëtt et immens wichteg ze kucken, wéi dee Fonds fonctionnéiere soll, wien do-ranner abezilt, wat fir eng Risiken domadder ofgedeckt sinn a wat geschitt am Fall, wou net genuch Suen am Fong wieren, fir e Schued ze bezuelen, deen tatsächlech duerch den Ubau vun OGM-Kulture géif entstoen.

Vu datt d'Modalitéite vun dem Risikofonds wäerte festleeën, wéi gutt konventionell a Biobauere wäerte virun enger Contami-natioun geschützt kënnen ginn, ass d'LSAP der Meinung, dass Proposen dozou och missten - an dat wäert mat Sécherheet ge-maach ginn - mat deene Betraffenen a mat der zoustänneger Chamberskommissioun diskutéiert ginn.

Fir d'LSAP huet de Schutz vun der traditio-neller Landwirtschaft, der Biolandwirtschaft an der Beienzucht déi éischt Prioritéit an dë-sem Dossier, esou wéi ech jo och mengen, dass dat do de Fil rouge souwuel vu Minis-tère wéi och vun der Agrarkommissioun war. Wichteg ass et elo, dass d'Règlements grand-ducaux, déi viles an där Richtung solle regelen, schnellstméiglech geholl ginn an, esou wéi meng Informatiounen sinn, si se jo och esou gutt wéi fäerdeg.

Grouss Punkten heivunner sinn de Mindest-abstand zu den traditionelle Kulturen, d'In-formatioun un ugrenzend Besëtzer, wat d'Existenz vu genmanipuléierte Planzen ubelaangt, an d'Deelhuelen um geschafene Risikofonds, souwuel fir Händler wéi fir Pro-



duzenten. D'LSAP ass der Meenung, datt hei kee Vide juridique daärf entstoen, well eventuell wichteg Règlements grand-ducaux net mat Zäit do wieren.

Dir Dammen an Dir Hären, d'Kommissioun huet och eng ganz Rei Diskussiounen gefouert - a si goufe vun alle Riedner hei opgezeechent - zesumme mat de Beienziichter, déi sech grouss Gedanken am Kader vun dësem Gesetz gemaach hunn. Duerch d'Amendementer an duerch d'Diskussionen, duerch den Dialog mat dëse Partner hu mer eng Rei Ännerungen an dësem Projet de loi gemaach, wou selbstverständlech d'Beienziichter net zu honnert Prozent ofgeséichert sinn, mä wou se awer méi berouegt sinn, wat d'Zukunft ubelaangt.

D'Beienziichter, ech erënneren drun, leeschten eng ganz wichteg Aufgab fir eis Gesellschaft, déi zu wéineg Unerkennung gréisstendeels och nach féiert. Et wier méi wéi ongerecht, wann dës Leit net déi néideg Protektioun kéinte kréien, nëmme well si hir Aarbecht éischter aus Hobby wéi aus kommerzielle Grënn maachen.

Fir d'LSAP ass genau wéi fir d'Kommissioun den Asaz an dësem Domän ganz wichteg, an ech soen nach eng Kéier: Wann et keng Beie méi gëtt - et ass dat, wat eis d'Beienziichter gesot hunn -, da gi ganz Ökosystemer zerstéiert. D'Konsequenze fir ons Liewensmëttelproduktioun wieren dramatesch!

D'Kritike vu Greenpeace an anereren Organisationsiounen hu mer net ganz aus dem Wee kënne schafen, mä och hei mengen ech, datt mer eng ganz Rei vu wichtegen Amendementer gemaach hunn, fir an déi richteg Richtung ze goen.

Niewent deenen doten Aspekter géif ech awer vläicht op zwee Voleten agoen, déi fir mech, niewent deem Legalen, virun allem an der Praxis eng ganz Rei vu Regelunge kënne bréngen. Ech mengen hei de Volet, wéi mer elo effektiv mat dëser Regelung ëmginn, wéi mer mat dem Gebrauch vun OGMen oder dem Netgebrauch vun OGMen ëmginn.

De Moment gëtt ganz vill Aarbecht gelescht, fir Lëtzebuerg OGM-fräi ze halen. Bis Januar 2008 hu 26 Gemengen an 200 Baueren Nee gesot zu enger OGM-Uplanzung op hirem Terrain oder Terrainen. Déi praktesch Kontroll vun eis all ass de Wee, niewent deene legalen Hürden, déi agebaut sinn.

Fir all Kritiker oder all Zwëscheriff entgéintzegoen, muss ech soen, datt och meng Gemeng de Moment nach net Member vun dëser OGM-fräier Zon ass, mä ech wäert awer dem Gemengerot deemnächst esou eng Délibératioun virleeën, esou wéi dat vill Kolleegen heibanne gemaach hunn an anereren nach net gemaach hunn. Och hei mengen ech, datt deem als Incitatioun Rechnung ze droen ass.

Wichteg Effekter vun OGM-Planzen an - Nahrungsmëttelen soll een net vergiessen: Verschmutzung an Zerstéierung vun de Felder an der Ëmwelt; déi ugeschwate Biodiversitéit, déi a Gefor ass; d'Auswierkungen op d'Gesondheet vun den Déieren an dem Mënsch, déi schwéier anzeschätze sinn de Moment.

D'Ëmfroe weisen dann awer derniewent, datt eng grouss Majoritéit vu Konsumenten OGM a Liewensmëttel oflehnen. Mir wëllen d'Vertraue vun de Konsumenten an déi Lëtzebuurger Liewensmëttelproduktioun stäerken. Duerfir solle mer méi op Produits du terroir setzen an dat Vertrauen net duerch den Ubau vun OGMen op d'Spill setzen.

Eng wichteg Roll heibäi wäerten eng Rei Acteure spillen: d'Gemengen, wéi zitiiert, de Stat, d'Gärtnereien a selbstverständlech eis Baueren dobaussen an der Praxis.

Et ass awer wichteg, datt mer d'Baueren iwwerzeegen, datt eng OGM-fräi Landwirtschaft op laang Siicht méi Succès verspricht, an datt dee ganze Secteur risquéiert, dorënner ze leiden, wann och nëmme vereenzelt géifen OGM-Kulturen ugebaut ginn.

Et ass keng Selbstverständlechkeet, datt d'Baueren op den Ubau vun OGMe verzichten. Am Moment ass den Interessi vläicht net ganz grouss, well d'Konsumenten zum groussen Deel OGMen a Liewensmëttel wéi ugeschwat oflehnen. Ganz anescht gesäit et awer am Beräich vun den Energieplanzen aus. Fir de Bedreiwer vun enger Biogasanlag sinn OGM-Planze genausou gutt wéi anerer. Den Ëmweltrisiko ass awer immens a vill méi héich, wéi op där anerer Säit den Notzen.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, mir sollten dëst Gesetz also stëmmen, fir engersäits d'Gesetz vun 1971 ze ersetzen an domat déi national Législatioun un d'Evolutioun vun der communautaire Gesetzgebung unzepassen, an anerersäits wichteg

Prezisiounen an der nationaler Gesetzgebung ze ginn, wat d'Koexistenz tëschent traditionelle Kulturen a genmanipuléierte Planzen a Kulturen betrëfft. Derniewent awer wéi gesot solle mer an der Praxis alles drusetzen, fir eist Land genfräi ze halen.

An dësem Sënn géif ech och den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet de loi ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, eis Regierung hat bis elo ëmmer eng konsequent Haltung, wann et ëm den Ubau vu gentechnesch verännerte Planze geeng. Iwwert dëst Gesetz eraus ass d'LSAP der Meenung, datt eis Regierung um Niveau vun der EU sech wéi bis elo soll derfir asetzen, datt d'Länner, déi den OGM-Ubau wëlle verbidden oder zumindest aschränken, well se der Meenung sinn, datt d'Risiko vun den OGMen an der Landwirtschaft vill méi héich sinn, wéi den Notzen, net solle gezwonge ginn, ënnert dem Drock vun der WTO a grouss Lobbyen den Ubau ze erlaben.

Et ass jo och net d'WTO, déi herno de Schued bezitt, wann et sech erausstellt, datt d'OGM-Kritiker Recht haten. Ganz ofgesinn dovunner, datt de Schued un der Biodiversitéit net mat Geld erëm guttzemaachen ass.

Vläicht kënnt op dëser Plaz och, wann ech och weess, datt hien net direkt zoustänneg ass, den Här Minister Fernand Boden am Plaz vum Gesondheitsminister Mars Di Bartolomeo op eng Fro schonn éischt Indikatioun ginn, déi de Ben Fayot dem Gesondheitsminister doriwwer gestallt huet, wéi d'Haltung vun der Lëtzebuurger Regierung an deem sougenannte Kontext vum Mais Monsanto 810 wier. Wann de Minister Indikatiounen hätt, kënnt hien eis vläicht herno éischt Reaktiounen säitens der Regierung ginn.

Zur Proposition de loi. Wéi scho gesot, wëllt d'LSAP déi konventionell Landwirtschaft an d'Biobauern esou gutt wéi méiglech virun enger Contaminatioun duerch OGM-Kulture schützen.

Vu datt mer den Ubau vun OGM-Planzen net kategoresch verbidde kënnen, bleibt awer ee Risiko bestoen. Ob déi gentechnesch Verännerungen un de Planzen eng Verbesserung oder eng Verschlechterung duerstellen, hängt vum Point de vue of. Wien OGMe verkeeft oder ubaut, ass natierlech der Meenung, et wier eng Verbesserung. Am Ausland gouf et dann och scho Fäll, wou Baueren - a virdrun huet och de Carlo Wagner dat zitiiert -, op deenen hire Felder duerch eng Contaminatioun OGMe wuessen, och nach verklot goufen, well si kee Recht haten, dës patentéiert Planzen unzebauen.

Mir sinn der Meenung, datt dat op jidde Fall net daärf sinn. Et soll kee verklot ginn, well onabsichtlech op senge Felder OGMe wuessen. Fir Patentrechter solle just déi bezuelen, déi bewost OGMen ubauen a verkafen. Wann et zu enger Uklo kënnt, ass et och net de Bauer, deem seng Felder contaminéiert goufen, dee muss beweisen, datt hien net absichtlech OGMen ugebaut huet, mä deen, deen en uklot, muss de Contraire beweisen, eiser Meenung no.

Et ass just aus Zäitgrënn gewiescht, datt den Text, deen elo als Proposition de loi hei virläit, net direkt mat an d'Gesetz iwwert d'Brevets d'invention mat agefloss war, wou mer et als Lescht geännert hunn. Op Urode vum Statsrot hu mer dëst Element och net an d'Gesetz iwwert d'Koexistenz tëschent OGMen an anere Kulture wëllen abauen.

Wat den Inhalt ugeet, ass dës Modifikatioun awer ganz gutt a wichteg, an duerfir gi mer an dësem Kontext och fir d'Proposition de loi d'Zoustëmmung vun der LSAP-Fraktioun.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Ech soen dem Här Schneider Merci. Als nächste Riedner ass nach eng Kéier den Här Kox agedroen. Här Kox, Dir hutt d'Wuert.

» **M. Henri Kox (DÉI GRÉNG).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, am Numm vun der grénger Fraktioun wëll ech fir d'éischt dem Rapporteur fir säi mëndlechen a schrëftleche Rapport Merci soen. E Rapport, deen den Iwwerbléck iwwer e Gesetz mécht, dat schonns zu munch kontrovers Diskussiounen gefouert huet an och nach ëmmer wäert féieren: la commercialisation des semences et plants ainsi que la coexistence des cultures génétiquement modifiées, conventionnelles et biologiques.

Besounesch den zweeten Deel, nämlech d'Koexistenz tëschent genmanipuléierten an net genmanipuléierte Kulturen, huet et a sech. E Gesetz also, wat net nëmmen den Handel vu Som a Planze soll regelen, mä och d'Uplanze vun ënnerschiddleche Kulturen an der fräier Natur; d'Koexistenz also.

Eng Koexistenz, déi suggéiert, dass souwuel dat eent wéi och dat anert kann erfolgen, ouni deem aneren dobäi an d'Quer ze kommen oder et ze beaflossen.

E Gesetz, wat eng ganz Rei vu Regeln opstellt, déi esou eng Koexistenz erlaben, a versicht d'Grenzen ze definéieren, fir dëst Zesummeliewen ze formuléieren.

Säit Jordausenden huet d'Planzewelt sech duerch géigesäiteg Beaflossung stimuliert an och weiterentwickelt. Eng Weiterentwicklung, déi sech haaptsächlech mat der Hëllef vu Wand a vun der Déierewelt perfektionéiert huet. E Perfektionement, dee sech an enger milliounefacher Villfalt an der Natur ëmmer nees op en Neits betruuechte léisst. Wie léisst sech net vun der herrlecher Bléiepracht am Fréijoer begeeschteren?

D'Bestäubung iwwert de Polleflug, duerch de Wand oder d'Déierewelt ausgeléist, ass dobäi den ausschlaggebende Faktor. E Polleflug, deen etlech Kilometere kann ausmaachen a wou d'Grenz tëschent Beaflossung an Netbeaflossung nëmme ganz schwéier ze zéien ass. Et ass déi Grenz, déi eis bei dësem Gesetz dat meescht Kappzerbrieche mécht.

Ass et iwwerhaapt méiglech, dës Grenz ze definéieren? Ass et iwwerhaapt méiglech, d'Déierewelt, de Wand esou ze beaflossen, dass keng géigesäiteg Contaminatioun erfollegt?

D'Äntwert heerop ass a sech Neen. Eng Contaminatioun, déi awer de fräiwëllege Verzicht op genmanipuléiert Kulturen, besonnesch fir déi biologesch Landwirtschaft, ganz staark hypothekeiert.

Ass d'Gebot vun der Wahlfräiheet, déi no EU-Recht net dierf ageschränkt ginn, méi grouss, wéi d'Gefor vun enger Contaminatioun an domadder den Aus vun den net genmanipuléierte Kulturen?

Et ass en ongläiche Kampf, deen hei ausgedroe gëtt. Hei priméiert eendeiteg d'Dominanz vu genmanipuléierte Kulturen op d'Wahlfräiheet vun dem Uplanze vu konventioneller oder biologescher Kultur.

D'Gefor vun der Contaminatioun ass net auszuschléissen. Kënne mer iwwerhaapt dann nach vu Wahlfräiheet hei ausgoen?

„Liewen a liewe loosse“, ass oft de Sproch, deen een ze héiere kritt, besonnesch dann, wann ëmweltpolitesch Oplage sollen agehale ginn an d'ökonomesche Ziler hypothekeiert ginn, wéi dat a villen Domänen de Fall ass. Wou bleibt hei liewen a liewe loosse, wann et net ausgeschloss ass, dass eng Contaminatioun vu konventionellen a biologesche Kulturen duerch genmanipuléiert Kulture méiglech ass?

Eng Koexistenz ass deemno net ginn. Si ass och fir DÉI GRÉNG net méiglech an engem Land, wou iwwer Jorhonnerten op kleng Parzelle ganz ënnerschiddleche Kulturen ugeplant goufen.

Ech hunn dofir Bauchwéi fir e Gesetz ze stëmmen, dat wäitreechend Konsequenzen am prakteschen Émgang dobaussen um Terrain mat sech bréngt. Eleng de Gedanke vun enger méiglecher Contaminatioun vu biologesche Kulturen duerch genmanipuléiert Kulture wär Grond genuch, sämtlech genmanipuléiert Kulturen ofzelehnen!

OUNI op all déi aner geléisten oder ongeléiste Problemer wëllen hinzeweisen - ech komme méi spéit nach dorop ze schwätzen -, wier et e Réckgang vun der Biodiversitéit, Monokulturen, Auswierkungen op d'Déierewelt, souguer mënschlech gesondheetlech Auswierkungen.

Dass DÉI GRÉNG trotz de ganz ville Bedenke vis-à-vis vu genmanipuléierte Kulturen dëst Gesetz hei matdroen an och mat Jo wäerte stëmmen, ass aus deem einfache Grond, dass mer mat deem heitege Gesetz mengen erreecht ze hunn, esou wéi och schonns meng Virriedner dat gesot hunn, eng Uplanzung vu genmanipuléierte Kulturen nëmmen ënner groussen Oplagen ze erlaben. Oplagen, déi awer esou grouss sinn, dass d'Dier mat enger ganzer Rei vu Schlässer zougespaart gouf, fir ze verhënneren, dass eng Uplanzung vu Genkulture méiglech ass. Am léifste géif ech och d'Schlüsselen direkt fortgeien.

Mir hunn dofir als Gréng versicht, wat och duerch eng ganz Rei vun Amendementer während der ganzer Gesetzesprozedur ënnerruecht gouf, de maximale Schutz aus dësem Gesetz fir déi konventionell a biologesch Kulturen erauszuschloen.

Net nëmmen déi konventionell a biologesch Kulture waren eis wichteg ze schützen, mä och d'Hunnegproduktioun. Eng Rei vun Amendementer, déi ech déposiert hat, sollen dofir och d'Hunnegproduktioun viru genmanipuléierte Kulture schützen.

Wëssend, dass et net a Mënschenhand läit, de Fluch vun de Beien ze diktéieren, an dat

ass och gutt esou, esou soll et awer och mat Hëllef vun dësem Gesetz méiglech sinn, iwwer e Règlement d'Distanze vis-à-vis vu Beiestäck definéieren ze kënnen. Och soll de wirtschaftleche Schutz vun enger méiglecher Contaminatioun vun Hunneg duerch genmanipuléiert Kulturen ofgedeckt kënne ginn.

Wann een awer weess, wéi eng Distanz d'Beie fäeg sinn zrëckzeleeën, gëtt et ëmsou méi schwéier, ze verhënneren, dass eng Contaminatioun kann erfollegen.

Dass d'Agrarkommissioun dës Amendementer mat ënnerstëtzt huet, weist, dass ënner sämtleche Parteien e grouss Konsens besteet, och dem Imker déi néideg Schutzmoossnam virun enger Contaminatioun ze gewähren.

E weideren Amendement, wat de Rechtsschutz vis-à-vis vun de genmanipuléierte Kulturen erhéije soll, huet de Schutz vun der konventioneller a biologescher Landwirtschaft virun onberechtigter Fuerderung vu Säite vun de Patentbesëtzer vu genmanipuléiertem Som oder Kulture betraff. Dëst Amendement huet jo schlussendlech zu enger Gesetzespropos gefouert, wou ech virun d'Éier hat, lech de Rapport kënnen ze presentéieren; déi sougenannte Schmeiser-Klausel.

Dës Gesetzespropos weist awer, wéi schwiereng eng Koexistenz an der Praxis ëmzesetzen ass. De Fall Schmeiser weist och, mat wéi enger Muecht méttlerweil grouss Agrarkonzerner hir Dominanz iwwert d'Landwirtschaft ausgebreit hunn. Net nëmmen, dass d'Wahlfräiheet vun engem Eenzelnen hypothekeiert gouf, neen, och d'Gefor vun enger flächendeckender Contaminatioun, besonnesch am Fall vum Raps, ass real. Kanada ass e Paradebeispill, wéi wäit d'Dominanz vu genmanipuléierte Kulturen, besonnesch am Raps, ka goen.

De Percy Schmeiser huet säit Jorzéngte konventionelle Rapsbau bedriwwen a wollt och ni eppes mat der Firma Monsanto hirem Genraps ze dinn hunn. Viru Geriicht huet hie verséichert, nimools Som vun der Firma kaaft nach wëssentlech agesat ze hunn. Seng Felder si villméi duerch Polleflug contaminéiert ginn. Dass hien dofir Lizenzgebühren an de Konzern bezuele sollt, huet hien net agesinn. De Percy Schmeiser ass dowéinst bis zum ieweschten Geriichtshaff vu Kanada gezunn, fir säi Recht anzekloen an dobäi en Zeechen ze setzen, fir op déi aggressiv Duerchsetzungspolitik vun de Genfirmen an déi ëmmer méi grouss Ofhängegkeet vun der Landwirtschaft vis-à-vis vun de Multié wéi Monsanto hinzeweisen.

Et gëtt also kee Recht op d'Generalcontaminatioun, mä et gëtt e Recht, virun der Contaminatioun geschützt ze ginn.

D'Gesetzespropos, déi ech lech virdu presentéiert hunn, huet deemno als Zil, onberechtigt Fuerderunge vu Säite vun de Patentbesëtzer ze verhënneren an déi konventionell a biologesch Landwirtschaft ze schützen.

Dëst Uerteel weist awer och, wéi wäit d'Contaminatioun a Kanada besonnesch beim Raps scho fortgeschratt ass. Mir sollten eis also hidden, genmanipuléierte Raps an Europa, a méi speziell hei zu Lëtzebuerg zouzeloossen. D'Contaminatioun muss net nëmmen iwwert déiselwecht Kulture goen, mä kann och iwwert den Ëmwee vu wëlle Kraider a Kulture goen. E weidere Punkt, deen eng onkontrolléiert Verbreedung vu Genraps begënschtet.

Etüde weise kloer den negativen Impakt an d'Onkontrolléierbarkeet vum Raps op d'Ëmwelt an d'Biodiversitéit. Rapskäre kënnen doriwwer eraus Joren am Buedem iwwerliewen, wat hir Capacitéit vun der Contaminatioun nach méi grouss mécht. Duerno kann iwwert de Polleflug eng Kräizung mat wëlle Planzen erfolgen, esou zum Beispill mat der wëller Moschterplanz, an doduerch kann eng genetesch Modifikatioun iwwerdroe ginn: eng irréversibel genetesch Pollutioun, déi dobäi ausgeléist ka ginn!

Fir Europa a besonnesch hei zu Lëtzebuerg kann dat zu wäitreechende Problemer féieren, well eis Landwirtschaft op kleng Parzellen opgebaut ass. Dofir kënne jee no Kultur ënnerschiddlech Schutzdistanzen tëschent de Kulture gewielt ginn.



D’Koexistenzgesetz erlaabt iwwer e Règlement grand-ducal déi Distanze festzeleeën. Esou sinn zum Beispill 600 Meter fir de Maisubau, 50 Meter fir d’Gromperen an dräi Kilometer fir de Rapsbau virgesinn. Mir mengen awer, dass och déi dräi Kilometer nach zu eventuelle Contaminatione féiere kënnen. Sécherlech si mer mat deenen dräi Kilometer Distanz tëschent den ënnerschiddleche Rapskulturen ee vun deene Strengsten hei an Europa. D’Contamination ass awer net ausgeschloss. Dofir ass fir eis de Genraps net koexistenzfäeg a soll vu vireran ni eng Zouloossung kréien.

Net nëmmen ass eng Contamination vu konventionellen a biologesche Kulture méiglech, mä och eng Kräizung mat Kulturen an der Natur ass méiglech. D’Gefor vun enger Contamination iwwert de Raps ass de Moment nach net ginn, well nach kee Genraps an Europa zougelooss ass. Mir sollten do awer drop virbereet sinn, ech denke jo, dass d’Regierung do direkt handele géif, soubal eng Zouloossung op europäeschem Niveau erfollege sollt.

Ech hunn och mat Interessi d’Stellungnahm vun der EU zu eise Koexistenzgesetz gëschter gelies, speziell och wat d’EU zu den Distanze geschriwwen huet. Ech weess elo net, wéini de Minister oder de Ministère dës Stellungnahm zougestallt krut, ech mengen awer, dass mir déi och éischter hätte kënnen zougestallt kréien. Déi Distanze schéngen awer der EU nach ëmmer déck um Mo ze leien, well si an hirem Avis nach ëmmer verlaangen, ech zitieren: «de lui transmettre les études scientifiques qui justifient les distances d’isolement». Vläch kann den Här Boden eis bei senger Stellungnahm kuerz eppes iwwert déi Etüd soen.

Eppes huet mech awer nach méi stutzeg gemaach, wat besonnesch d’Existenz vun der biologescher Landwirtschaft a Fro stellt. Esou ass weider an der Etüd ze liesen, ech zitieren: «De plus, la Commission rappelle que la dispersion du pollen étant un phénomène naturel, la législation sur la coexistence doit tenir compte du fait qu’il est impossible d’empêcher totalement la présence d’OGM en dehors d’un champ de cultures génétiquement modifiées.» Déi europäesch Législation schreift dofir och vir, dass Produiten innerhalb vun engem Seuil vun 0,9% Presenz vun OGMen net brauche gekennzeechent ze ginn. Iwwer e Seuil vun 0,9% OGMen muss dogéint gekennzeechent ginn.

Weider schreift d’Kommission, dass: «La coexistence ne devrait pas aller au-delà de ce qui est nécessaire pour garantir une présence de traces d’OGM inférieure aux seuils de tolérance fixés dans la législation communautaire.»

Mir müssen also dovun ausgoen, dass eng genfräi Ëmwelt, soubal mir Genkulturen aféieren, net méi méiglech ass. Den effektive Schutz ass deemno en totale Verbuet. Dëst ass bei der momentaner EU-Gesetzgebung awer leider nach net méiglech. De fräiwëllege Verzicht bitt do eng effektiv Alternativ, fir dëst Zil trotzdem ze erreechen. D’Initiativ vun engem „Lëtzebuerg sans OGM“ fënnt dofir och eis voll Ënnerstëtzung.

De Konsument ka maassgeblech matentscheeden, ob Gentechnik op den Teller kënnt oder net. Et ass hilänglich bekannt, dass eng grouss Majoritéit hei zu Lëtzebuerg, vun de Bauere bis hin zu de Konsumenten, mat ëmmerhin 83%, den Ubau vu gentechnesch verännerte Kulturen oflehnt. Et sinn och schon eng ganz Rei vu Gemengen, bis elo 26 vun 116, a landwirtschaftlech Betriber, déi dëser Initiativ bäigetrue sinn. Bei dëser Initiativ geet et net nëmmen ëm d’Uplanzen, neen, och op den Importverbuet vu Genkulture soll verzicht ginn; och beim Déierefudder.

Déi gréisste Muecht huet nach ëmmer de Konsument. Hie ka bestëmmen, wéi ee Produkt hie keeft oder net. Un der Politik ass et awer, déi beschtméiglech Transparenz ze garantéieren, esou dass de Konsument och iwwert d’Kennzeichnung nach ëmmer säi Choix treffe kann. Déi lëtzebuergesch Landwirtschaft soll deemno och scho beim Fuderimport op esou eng Genfräiheet pochen. Souwisou sollte mer eis Landwirtschaft, spréch eis Ernährung, méi op en nohaltege Wee ëmgestalten, ouni müssen ze vill op importéiert Fudderméttel ze setzen, dat oft aus grouss Monokulturen op Käscht vum der Biodiversitéit geet.

Här President, Dir Dammen an Härën, wéi verhält et sech, wann et trotz alle Schutzmoossnamen awer zu enger onkontrollierter Contamination kënnt? Wéi kann de wirtschaftleche Schued vun der konventioneller a biologescher Landwirtschaft ofgesécher ginn? Ass et kloer, dass d’Aféierung vu Genkulturen an der Landwirtschaft keng zousätzlech Käscht fir déi duerstellen däerf, déi keng gentechnesch verännert Produkter ubauen nach vermaarte wëllen?

Doraus ergëtt sech, dass sämtlech Käscht, déi duerch déi sougenannte Koexistenz entstinn, prezis ermëttelt muss ginn a vun deenen ze droe sinn, déi Genkulturen ubauen an ubidde wëllen. Bei eventueller Contamination ass deemno de ganze Schued vun deemjéinegen ze iwwerhuelen, deen d’Genkultur an d’Ëmwelt erausbruecht huet. D’Gesetz gesäit dofir am Artikel 15 vir, dass den Uwenner vu Genkulturen entweder eng Versécherung mat enger Versécherungsgesellschaft ofschléisse muss oder sech un engem offiziell unerkannte Fong bedeelegt, deen déi néideg finanziell Ofsécherung garantéiert an d’Responsabilitéit assuréiere kann.

Besonnesch d’Responsabilitéit huet eis an der Kommission laang beschäftegt. Fir déi Gréng war et vun Ufank u kloer, dass et sech ëm eng „responsabilité sans faute“ handelt, eng Responsabilitéit also, déi och nach muss spille kënnen, wann den Uwenner sech un d’Regele vum Gesetz respektiv vum Règlement hält, besonnesch wat d’Distanze betrëfft. Et ass jo definitiv keng Contamination ausgeschloss. Dës Responsabilitéit gräift souwuel bei der Contamination fir de wirtschaftleche Schued bei den ugrenzende Kulture wéi och bei der Produktioun vun Hunneg an den ugrenzende Parzellen. Och d’Imker sinn deemno mat dësem Gesetz zumindest finanziell ofgesécher, eng Ofsécherung, déi souwuel vun der Regierung wéi och vun der Agrarkommission ënnerstëtzt gouf an och an d’Gesetz ageschriwwen gouf.

Fir d’landwirtschaftlech Betriber, déi sech géint d’Genkulturen entscheet hunn, géllt awer nach ëmmer, dass si a sech kee Geld vu Versécherungen oder der Genindustrie wëllen, mä schlicht an einfach keng Contamination!

Vläch awer nach e puer Wuert zu der Versécherung am Speziellen, eng Versécherung, déi nach vu kenger Versécherungsgesellschaft hei an Europa ugebuede gëtt. Et freet ee sech, firwat et bis haut nach ëmmer keng esou eng Assurance gëtt. D’Feele vun esou Assurance misst eis Warnung genuch sinn, d’Fangere vun der Gentechnik ewechzeloossen. An de Führungsetagë vun den Assurancën ass et deemno bekannt, dass de finanzielle Risiko vun der Gentechnik net ofschätzbar ass. Mir sollten eis also net méi vun der EU-Kommission virschreiwe loossen, mam Diktat vun der ökonomescher Wahlfräiheet d’OGMen ze akzeptéieren, wann d’Wirtschaft selwer et net fäerdeg bréngt, den eventuelle Schued wirtschaftlech selwer ofzesécheren. D’Regierung soll do ëmmer nees drop hiweisen.

Parallelen zur Atomindustrie sinn net ze verkennen. Och bei der Atomindustrie ass keng Assurance bereet, de finanzielle Risiko ze iwwerhuelen. D’Léisung, fir eng finanziell Ofsécherung iwwer e Fong ze organiséieren an ze garantéieren, ass aus gréngeger Siicht dofir och onbefriedegend.

E Fong, deen et fir Lëtzebuerg net gëtt an och kaum entstoe wäert, well d’Masse critique wuel kaum hei duergeet. D’Bedeelegung vun engem auslännesche Fong ass deemno unzestriewen. Och do müssen awer nach eng Rei vu Regeln opgestallt ginn.

E weidere Punkt, deen a sech de praktischen Ubau deemno hei zu Lëtzebuerg net méiglech mécht. Och dës Punkt, wat d’Versécherung ugeet, schéngt d’Kommission ze beschäftegen, well si och hei vun der Lëtzeburger Regierung verlaangt, ech zitieren nach eng Keier: «La Commission souhaite savoir si un tel contrat d’assurance de responsabilité civile peut être souscrit au Grand-Duché.» A weider: «(...) si un fonds reconnu officiellement a été créé». Och hei meng Fro nach un d’Regierung, wat si denkt op dësem Punkt ze äntweren.

Här President, Dir Dammen an Dir Härën, ech kommen esou lues zum Schluss vu menger Ausféierung. Ech wëll awer nach op ee Punkt opmierksam maachen, nämlech de Verbuet vun sougenannte MON 810, a sech déi eenzeg momentan Genkultur, déi eng Zouloossung um europäesche Marché huet. Eng Zouloossung, déi awer mëttlerweil vun enger ganzer Rei vu Länner a Fro gestallt gëtt.

Als lescht Land huet sech Frankräich dëser Netzouloossung ugeschloss an huet d’Clause de sauvegarde benotzt, déi et en-

gem Land erlaabt, e Moratoire fir d’Uplanzen auszespriechen. Bei dësem Moratoire geet et net nëmmen ëm d’Koexistenzfäegkeet, mä och ëm d’Auswierkungen op d’Ëmwelt am grouss Ganzen an d’Biodiversitéit am Speziellen.

Esou schreift de Comité de préfiguration d’une haute autorité aus Frankräich folgend Satz - ech zitieren aus deem Bericht - : «(...) les faits nouveaux suivants sont apparus depuis 1998: (...) - Identification de résistance chez certains ravageurs ciblés secondaires; - Eléments nouveaux sur les effets sur la faune et la flore non-cible; - Réduction de la production de mycotoxines.»

Zum Schluss schreift de Comité nach: «Les éléments de portée sanitaire soulevés par le comité s’appliquent également aux événements de transformation autorisés à l’importation dans l’Union européenne. À plus long terme, il sera aussi important de prendre en compte les impacts écologiques des produits autorisés à l’importation.»

Besonnesch de leschte Saz soll nach vill méi an de Vierdergrond gestallt ginn. Bis elo konnt nach keen eis iwwerzeegen, dass Genkulture weder fir d’Ëmwelt nach fir de Welthonger vu Virdeel wieren. Weder dat eent nach dat anert ass de Fall. Dat Eenzezt, wat bis elo stëmmt, ass eng ëmmer méi grouss Ofhängegkeet vun der Landwirtschaft vis-à-vis vun den Agrarmultien. Den Här Oberweis war virdrun ausféierlech do nach eng Keier drop zrëckkomm.

Ech hat dofir probéiert d’Regierung an enger Motioun ze iwwerzeegen, eng ähnlech Démarche ze ënnerhuelen, wéi d’Fransousen. D’Regierung huet awer gemengt, net de wëssenschaftleche Support fir esou eng Démarche ze hunn, esou dass d’Regierung déi Motioun an där Form net kéint ënnerstëtzen.

Ech mengen awer, dass et e wichtegt politesch Signal wär, hei trotzdem deene Länner déi voll politesch Ënnerstëtzung ze ginn an hinne bei hiren Démarchë géint d’Kommission Support ze ginn. Ech déposéieren dofir eng Motioun, déi och am Sënn vun der Regierung kéint deementspriedend matgedroe ginn.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- *considérant que la culture d’OGM implique des risques peu ou pas calculables et aux conséquences irréversibles - notamment de contamination génétique - pour l’environnement, l’apiculture et les agricultures conventionnelle et biologique;*

- *convaincue que le projet de loi N°5380 sur la commercialisation des semences et plants ainsi que sur la coexistence des cultures génétiquement modifiées, conventionnelles et biologiques mettra en œuvre un cadre précis et contraignant pour la mise en culture d’OGM au Luxembourg;*

- *rappelant que la variété de maïs transgénique MON 810 est actuellement autorisée à la culture sur l’ensemble du territoire de l’Union européenne;*

- *insistant sur le fait qu’il n’existe aucune étude à long terme sur les effets indirects de la toxine Bt produite par ce maïs et notamment sur les organismes non ciblés (écosystème aquatique, insectes du sol, papillons, etc.) ainsi que sur la résistance potentielle que pourrait développer l’insecte cible, la pyrale du maïs;*

- *rappelant qu’il existe suffisamment d’éléments scientifiques pour amener l’Autriche à interdire le MON 810 en 1998, rejointe par la Grèce et l’Hongrie en 2005, par la Pologne en 2006 et tout récemment par la France;*

invite le Gouvernement

- *à maintenir et promouvoir le principe de précaution en matière d’autorisation de semences et plants génétiquement modifiés, aussi bien au niveau national qu’au niveau européen;*

- *à intensifier sa collaboration avec les autres gouvernements de l’Union et les autres autorités et associations plus critiques face aux possibles conséquences négatives de l’utilisation de plants et semences génétiquement modifiés.*

(s.) Henri Kox, Claude Adam, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss.

DÉI GRÉNG bréngen also, esou wéi a mengen Ausféierung gesot, den Accord zu deenen zwee Gesetzter, déi, wann et no eis soll goen, a sech ni däerften zur Applikatioun hei zu Lëtzebuerg gelaangen.

Här President, Dir Dammen an Dir Härën, ech soen lech Merci fir d’Nolauschteren.

» Une voix.- Très bien!

» M. le Président.- Ech soen dem Här Kox Merci. Als nächste Riedner ass den Här Mehlen agedroen. Här Mehlen, Dir hutt d’Wuert.

» M. Robert Mehlen (ADR).- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen, Dir Härën, den Objet vum Projet de loi 5380 sinn der eigentlech zwee. Den éischte Volet ass, de gesetzleche Kader ze erneiere fir den Handel mat Geséims. Do versti mer drënner Céréalen, Rommelesom, Fudderplanzen - dozou gehéiere virun allem Mais, Bounen, Gras, Lisär, Kléi -, Uelechplanzen, Faserplanzen a Gromperen. Op dësem Volet ass sech haut iergendwéi verständlecherweis net ganz laang opgehale ginn. Ech wëll awer zum Deel drop agoen.

Den zweeten Deel behandelt den Ubau vu genetesch verännerte Planzen, an haaptsächlech d’Koexistenz vun esou genetesch verännerte Planze vis-à-vis vum konventionellen Ubau.

Zum éischte Volet. Et ass wichteg fir d’Landwirtschaft an de Geméisbau, datt gesonden a kontrolléierte Som zur Verfügung steet, deen och un eis klimatesch Gegebenheeten ugepasst ass. Déi Konditiounen an och d’Lëscht vun den Zorten, déi unerkannt sinn, gi regelméisseg a Règlements grand-ducaux publizéiert. A wéi den Zoufall et esou wëllt, war haut d’Lëscht vun de Variétéiten am Mémorial.

Dat ass eng Wëssenschaft fir sech. Et kann een ëmmer nëmme staunen, wi vill Texter datt produzéiert ginn eleng am Zesammenhang mat all deem, wat d’Planzen, Planzenhandel, Planzesom ubelaangt. Ech wëll och ënnersträichen, datt Zorteverseucher, déi mir jo och deelweis hei am Land maachen, wichteg sinn, fir ze kucken, ob d’Planzevariétéiten op eis spezifesch Gegebenheeten hei, a ganz besonnesch op eist Klima, ugepasst sinn.

Den unerkannte Saatbau hei zu Lëtzebuerg fonctionnéiert relativ gutt. Dat war fréier net ëmmer de Fall. Et ass d’Saatbaugenossenschaft, déi sech domat ofgëtt. Eng Genossenschaft, déi gutt fonctionnéiert, déi leider awer Problemer huet do, wou se de Moment operéiert. Problemer mat der Cepal, wou se gelount huet, déi leider - muss ech soen - iwwer Joren iwwerhéichte Loyerer huet misse bezuelen, ouni sech eng eegen Assise kënnen ze schafen. Problemer sinn an der Lescht souguer mat der Energieversuergung gewiescht, well d’Cepal d’Rechnungen net méi bezuelt huet.

Aktuell schéngt et, datt d’Saatbaugenossenschaft amgang wär ze kucken op eege Féiss stoen ze kommen an och op der Sich wär no enger neier Solutioun. Ech wëll och bei där Geleeënheet en Appel un d’Regierung maachen, d’Genossenschaft an deem Bestriewen esou ze ënnerstëtzen, wéi se dat an der Vergaangenheet ëmmer vis-à-vis vun der Cepal bewisen huet.

» Une voix.- Dir verstitt awer näischt.

» M. Robert Mehlen (ADR).- An deem Zesammenhang, Här President, kommen ech net derlaanscht, d’Fro vun der Propriétéit vum Agrocenter hei opzuerwerfen. Dat Gesetz an dat Règlement aus där Zäit seet ganz kloer, datt d’Propriétéit vum Silo «reviendra à la Chambre d’Agriculture», an net «à la Centrale paysanne faisant fonction de Chambre d’Agriculture».

Deemools sinn d’Bauere per Gesetz forcéiert ginn, de Financement dovun ze droen. Dat heescht, et kann net sinn, datt haut eng Aktiegesellschaft, déi relativ onduerchsichteg ass, als Propriétaire dosteet. Wann dat elo sollt verkaaft ginn, da muss ganz kloer juristescht ënnersicht ginn, wéi dat Geld, wat do realiséiert gëtt, zousteet.

Vläch kënnt dat Geld och dozou bäidroen, datt esou eng wichteg Genossenschaft wéi d’Saatbaugenossenschaft en Deel vun hirem Financement kéint iwwert dee Wee bewerkstellige. Op jidde Fall muss ech soen, datt déi juristescht Interpretatioun vum Ministère iwwert déi Texter esou falsch ass, datt e Jurastudent mat esou enger Aarbecht am Exame glat géif duerchfalen.

Här President, den Artikel 5 seet, dass d’ASTA, d’Administration des Services Techniques de l’Agriculture, chargéiert ass mat der Zertifizéierung an den technesche Kontrollen am Zesammenhang mat der Produktioun vu Saatgut. Am Paragraph 2 steet, datt de Minister Organisme vun der Profession agricole kann agréieren, fir un dëser Missioun deelzehuelen. Bis elo - zënter Laangem - war dat de Fall duerch d’Baurenzentral. Och dëst Joer steet am Budget e Crédit non limitatif an der Héicht vun 205.674 Euro.

Et däerf ee sech natierlech d’Fro stellen: Woufir mécht d’ASTA dat net selwer? Well si ass derfir équipéiert. D’Äntwert huet mer



se dach an deem Fall, wou dat eng Kéier soll ugebaut ginn, en zousätzleche Schutz fir d'Bauere bedeit.

Ech soen lech Merci.

» **M. le Président.** - Ech soen dem Här Mehlen Merci. Elo huet d'Regierung d'Wuert, den Här Landwirtschaftsminister Fernand Boden.

» **M. Fernand Boden, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech soe fir d'éischt emol Merci dem Rapporteur Jean-Paul Schaaf, dee sech vill Méi an dëser komplexer Matière ginn huet; Merci och dem Henri Kox, dee Rapporteur ass vu senger Proposition de loi, an all deenen, déi hei intervenéiert sinn. Ech soe virun allem och Merci fir déi zimlech breet Ënnerstëtzung, déi d'Regierung hei kritt huet an hirer Haltung a puncto OGMen, an och fir déi ganz breet Zoustëmmung zu dem Koexistenzgesetz.

Wéi den Intitulé et scho seet, besteet dëse Projet de loi aus zwee verschiddene Voleten. Am éischte ginn d'Rahmbedéngunge fir d'Produktioun an den Handel vu Semencë festgeluecht an am zweeten Deel gëtt d'Koexistenz tëschent genmodifizéierten a konventionelle respektiv biologesche Kulture geregelt. Esou eng Regelung huet bis elo nach net bestanen a besteet och iwwregens haut nach an deene meeschten europäesche Memberstaten net, obschonn iwwerall erlaabte genmodifizéiert Kulturen dierften ugebaut ginn.

Wat elo den éischte Volet vun dësem Projet de loi ugeet, wëll ech drop hiweisen, datt e ganz wichteg ass, och besonnesch fir déi Lëtzebuerger Landwirtschaft. Et hu jo eenzel Riedner dorobber higewisen. Mir hunn hei zu Lëtzebuerg e ganz dynamesche Saatgutsektor. Et handelt sech heibäi ëm eng Qualitéits- an eng Nischeproduktioun mat enger vergläichsweis héijer Plus-value fir d'Produzenten. Dës Produktioun ass ganz en ligne mat der Politik vum Landwirtschaftsministère, dee schonn ëmmer versicht huet, d'Schinn vun der Qualitéitsproduktioun ze fördern an nach méiglechst auszeweiden.

Am Joer 2007 sinn hei zu Lëtzebuerg op 3.100 Hektar Saatgut produzéiert a vermehrt ginn. Et handelt sech jo och, wéi gesot ginn ass, hei virun allem ëm Céréalen, Gräser an ëm Setzgrompereen. Zënter 1990, also an de leschte 17 Joer, konnten d'Saatgutvermehrungsflächen ëm 50% gesteigert ginn, an d'Saatgutproduktioun hei zu Lëtzebuerg ass am Verhältnis zu anere Länner wäitaus méi bedeutend. Si bitt ville Lëtzebuerger Baueren en zousätzlecht Akommes. Dat Saatgut, wat mer hei produzéieren, ass natierlech net nëmme fir den inländesche Marché geduecht, soss wier esou eng grouss Produktiounssteigerung och net méiglech gewiescht. Mä et gëtt zu engem groussen Deel an aner Länner bis iwwert d'Grenze vum europäesche Kontinent eraus exportéiert.

Fir dës Débouchéen net ze verléieren, brauche mer eng modern, brauche mer eng effikass Législatioun, déi de Saatgutsektor encadréiert an dat och mat adequate Qualitéitskontrollmechanismen. Doriwwer eraus muss eis Loi-cadre iwwert den Handel vu Semencen, déi vun 1971 ass, deene verschiddenen EU-Direktiven iwwert dësen Handel ugepasst ginn, besonnesch och fir de Bestëmmunge vum Bannemaart Rechnung ze droen. Mir hu gemengt - an dat ass och esou approuvéiert ginn -, déi einfachsten Aart a Weis, fir dat ze erreechen, wär d'Gesetz vun 1971 ofzeschaffen an et duerch deen heitege Projet de loi ze ersetzen.

Et muss een natierlech zouginn, datt déi europäesch Gesetzgebung iwwert d'Semencen, op där nun emol déi vu Lëtzebuerg baséiert, zimlech komplex a komplizéiert ass. Déijéineg, déi an der Kommissioun matgeschafft hunn, hunn dat gemierkt. Och de Statsrot huet seng Problemen heiansdo gehat mat deene schwieregen Texter. D'Europäesch Kommissioun huet dat erkannt, an ënnert dem Impuls vum Conseil vun den Agrarministeren an och konform zur Lissabon-Strategie ass d'Kommissioun amgaangen, un enger Simplification administrative fir de Saatgutsektor ze schaffen.

schonn op dee Wee geet, dat absolut vun onofhängegen Institutiounen duerchgefuert gi muss.

D'Strategie vun deene Konzernern ass kloer. Mat allen Tricke probéiere se hiert modifizéiert Saatgut eraus an d'Natur ze bréngen, wéi och ëmmer, a wann d'Disséminatioun dobause bis geschitt ass an d'Vermëschung mat bestehende konventionellen an och mat wëlle Planze bis geschitt ass, dann heescht et: Jo, mir kënnen et jo elo souwisou net méi ophalen. Wat wiert Dir lech dann dergéint? Et ass jo elo souwisou dobassen an der Natur verbreet.

Drëtt Fro: Ass d'friddlech Koexistenz iwwerhaupt méiglech?

Mir soen als ADR ganz kloer: Neen! Wann déi sougenannt Büchse der Pandora eng Kéier op ass, dann ass se op an Dir kritt se net méi zou. D'Vermëschung mat de Planzen an der Natur wäert inévitable sinn. D'Verschleefung iwwer grouss Distanzen, an dat ass jo alles hei schonn ugesprach ginn, ass net ze évitéieren. Mir hu bei der INRA zu Dijon gesinn, datt besonnesch mam Raps, wat e ganz rege Som ass, déi Verschleefung enorm séier geet, beim Transport, well ëmmer erëm e bëssen där renger Kären erausfalen, laanscht d'Weeër këngen a wuessen, an da schonn erëm an deene Géigenden, wou dat dann ass, fir Contaminatioun suerge wäerten.

Besonnesch beim Raps ass et kriddelech. D'Beie fléie bis zu dräi Kilometer, esou datt och déi Dräi-Kilometer-Zon, vun där mer schwätzen, net duergeet. Wann nämlech e Beievollek an der Mëtt dertëschent ass, da geet dat vun zwou Säiten, dat heescht, dann hu mer schonn e Radius vu sechs Kilometer.

Problemer fir déi konventionell Landwirtschaft, ganz sécher, wa se wëllt gentechfräi Produkter ubidden. Problemer virun allem fir d'Biolandwirtschaft, déi inévitable sinn. Et kann een nëmme soen an deem Thema hei dat berühmte Spréchwuert: „Die ich rief, die Geister, werd ich nun nicht los!“ Dat ass eppes aneschters wéi den Asaz vu Chemikalien, wou mer och scho vill Léiergeld ginn hunn. Do kann een ëmmer soen, elo gëtt et gestoppt, an da sinn nach vläicht e puer Joer Nowierkungen do, mä iergendwann eng Kéier huet dat sech verzunn an dann ass dat eriwwer. Wann hei awer esou modifizéiert Genen an der Natur zirkuléieren, déi kritt een net méi agefaangen.

Véiert Fro: Ass d'Europäesch Unioun verpflichtet, hire Maart opzemaachen? Dat ass eppes, wat ee revoltéiert! Mir soen aus politescher Siicht ganz kloer: Neen! An ech si revoltéiert, wann ech liesen, datt d'Europäesch Unioun géif riskéieren, vun der WTO zu Honnerte vu Millioune Strofzoll verdonnert ze ginn, well Eistračh de Monsanto-Genmais net géif zouloossen a well d'WTO esou en Importverbuet fir onzoulässeg erkläert huet.

Ech froen: Wien huet esou eppes ausgehandelt? D'Europäesch Kommissioun oder de Ministerrot? Ass d'Populatioun, déi an hirer iwwerwältgender Majoritéit géint genmanipuléiert Planzen an Nahrungsmëttel ass, iwwerhaupt gefrot ginn? Kann d'Politik géint d'Bevölkerung agéieren, well Monsanto & Co dat gären hätten?

Mir kennen den EU-Mechanismem, datt, wann Oneenegkeet am Ministerrot ass, leschtenenns d'EU-Kommissioun d'Décioun hält, wat keng glécklech Dispositioun ass.

Wat dat heescht, wësse mer. An déi, déi et net wëssen, déi sollen am Buch vum François d'Aubert «Main basse sur l'Europe» liesen, wéi dat bei der Kommissioun fonctionéiert a wéi d'Lobby do operéiert.

Fënnefte Punkt: Musse mir dat zu Lëtzebuerg akzeptéieren? Mir soen nach eng Kéier als politesch Äntwert: Neen, wann d'Ëmwelt an d'Gesondheet vun de Leit a Gefor sinn, an dat ass hei de Fall. Hei gëtt d'Handelsfräiheet virun de Prinzip vun der Précautioun, dat heescht de Vorsorgeprinzip gestallt. Wie Jo seet, stellt de Prinzip vun der nationaler Souveränitéit an enger liebenswichteger Saach a Fro.

Esou eng Europäesch Unioun, Dir Dammen an Dir Hären, gëtt vun der ADR net akzeptéiert. Aner Länner sinn elo beim Mais MON 810 endlech virgaangen. Missd dat net fir all Land de Prinzip sinn, datt et fir sech d'Fräiheet hätt, do ze entscheeden, wat et fir richtig a wat et fir falsch fënnt?

Lëtzebuerg hat ëmmer eng restriktiv Haltung a soll op deem Wee virугоen a soll och hei datselwecht maachen. Well eng Onbedenklechkeetsgarantie gëtt et net.

Aus dëse grondsätzlechen Iwwerleeungen, Här President, wäerte mir eis bei dësem Projet de loi enthalen. Mir wäerten awer d'Proposition de loi 5681 matstëmmen, well

einfach kee Geld do ass, fir sech Nahrungsmëttel ze kafen.

Ech ginn dem Här Gira net ganz Onrecht, datt mer eis Liewensgewunnechten och mussen änneren, well et ginn effektiv vill planzlech wäertvoll Nahrungsmëttel doduerch verbëtzt, datt deelweis iwwerdriwwe vill Vereedelungsprodukten, notamment Fleesch, konsuméiert ginn. Do géif dat och kengem eppes schueden.

Op jidde Fall ass et sécher, datt déi sougenannt „eierlegende Wollmilchsau“ net d'Léisung vun der Zukunft wäert sinn, well souguer wann et dat eng Kéier géif ginn, dee Moment, wou een d'Hame brauch, ass et mat den Eeër a mat der Mëllech souwisou eriwwer.

Den Effet vun enger Verbreedung vun esou genmodifizéiertem Saatgut wäert och sinn - dat ass hei scho gesot ginn -, datt d'Ofhängegkeet vun de Baueren an der ganzer Welt vis-à-vis vun de Saatgutkonzerner ëmmer méi grouss gëtt - an dat ass jo dat, wat vun deene Konzernern an éischter Linn gewollt ass.

Eng zweet Fro, déi domat zesummenhänkt, ass d'Krankheets- an d'Schädlingsresistenz. Mir gesinn och am Asaz mat chemesche Schädlingsbekämpfungsmëttel, datt dat ëmmer nëmmen iwwer eng gewëssen Zäit geet an datt sech da Resistenzen ausbilden.

Mir hunn et gesi bei deem Mais, dee Monsanto entwéckelt huet, dee resistent ass géint en Totalherbizid, wat Roundup heescht. Am Ufank war bei de Baueren eng Beegeschterung doriwwer. Dat ass jo och flott: Mir setze Mais, mir loosse en oplafen, a wann d'Kraut da matkënn, da sprëtze mer d'Stéck of, d'Kraut geet futti, de Mais bleift stoen. Dat war jo den Trick. Domadder verkafen ech net nëmmen dee genmodifizéierte Mais, mä gläich d'Sprëtzmëttel mat.

» **M. Camille Gira (DÉI GRÉNG).** - Dorëms geet et!

» **M. Robert Mehlen (ADR).** - Et huet awer net laang gedauert, dunn hunn déi éischt Resistenze sech gewisen. Mir wëssen haut, datt beim Roundup eng ganz Partie Resistenzen do sinn, datt et net méi gräift. Da musse mer eis erëm eppes Neies afale loosse. Dat beléift jo och d'Geschäft. Datselwecht wäert och passéiere mat deene Maiszorten, déi resistent si géint verschidden „saugende und beißende Schädlinge“. Ganz sécher sinn der dann erëm - well d'Natur ass ganz erfinderesch dodran -, déi Resistenzen entwéckelen. An dann ass déi Saach och schonn erëm um Enn, datt heescht, da musse mer alt schonn erëm déi nächst huelen, an déi kaschte jo dann erëm. Iergendwou wäert een dann erëm Leit fannen, déi dat dann och kafen.

Mä mir gesinn, datt et am Enn kee Wee ass, fir deene Problemer ze begéinen. Dat muss geschéien duerch en intelligenten Ëmgang mat der Natur an duerch Ubaumethoden, déi déi Schädlingen op eng natierlech Aart a Weis a Schach halen. Dat anert ass eng Spiral ouni Enn, wou de Bauer ëmmer de Verléierer dobäi ass.

En anere wichtegen Aspekt, deen hei och scho vu menge Virriedner ugesprach ginn ass, ass dee vun den Auswierkungen op d'Insekten a virun allem op d'Beien. Als selwer fréieren Hobby-Beienziichter weess ech, wéi kriddelech dat ass, an ech wëll drop hiweisen, datt mer de Moment an enger Partie Länner e rätselhaft Beiestierwen observéieren, notamment an den USA an a Spuenien, wou jo manifestement genmodifizéiert Planzen ugebaut ginn.

Et ass net bewisen, datt et dohier kënn, mä et soll eis awer weisen, wéi sensibel dat Ganzt ass a wéi séier datt een eppes provozéiert huet, wat herno vläicht net méi guttze maachen ass.

Net nëmmen d'Beienziichter, mä och d'Wëssenschaftler soen, datt, wann d'Beie verschwannen, d'Auswierkungen op d'Natur esou grouss sinn, datt leschtenenns de Mënsch deen ass, deen als Allerleschte vläicht verschwënnt, mä deen awer ganz sécher dann och verschwënnt.

Et muss een d'Fro stellen: Wéi éierlech sinn d'Konzerner?

Ech wëll do als Beispill huelen de Mais MON 863 vu Monsanto, deen zwar nëmmen als Nahrungsmëttel huet därfen importéiert ginn. Monsanto huet deen a sengen Untersuchungen als onbedenklech deklaréiert. Et huet sech awer erausgestallt, datt et net wouer war, datt an deenen Tester, déi gemaach gi sinn, wesentlech Verännerungen am Blutbild vun de Versuchsdéieren, Auswierkungen op d'Nieren, einfach ënnerschloe gi sinn. Dat beweist, datt een och ganz villen Avisen, déi kommen, net onbedéngt vertraue kann, an datt, wann ee

virun enger Zäit e fréieren Direkter vun der ASTA geliwwert. Deen huet gesot, e fréiere Minister - et war kee Bloen; da kann ee sech d'Faarf liicht virstellen - hätt gesot: „Et muss een hinnen - dat heescht, der Bauerenzentral - heiansdo eng Schank dohinner geheien, fir se bei gudder Laun ze halen.“ Dat war d'Erklärung, woufir datt en Deel vun där Kontroll iwwert d'Geséims an där Exekutioun bei d'Bauerenzentral gaangen ass. Ech muss soen, dat ass eng Attitüd, déi an eisen Aen total inakzeptabel ass.

Da liese mer weider am Gesetzesprojet: «(...) l'organisme doit présenter les garanties nécessaires d'honorabilité et de qualification professionnelle». Iwwert d'Qualifikation professionnelle wëll ech mech net ausloossen, mä d'Honorabilité gëtt mer awer ze denken! «L'honorabilité s'apprécie» - liese mer weider - «sur base des antécédents judiciaires des personnes chargées de la gestion et de la direction de l'organisme.» Dat steet jo schéin do! Mir hunn elo déi lescht Deeg vill an de Kommissiounen iwwert de Begrëff «Honorabilité» am Zesummenhang mat Gesetzter diskutéiert.

Da stellen ech d'Fro: Kritt d'Bauerenzentral dann elo endlech dësen Agrément ewechgeholl? Ech erënnere drun, datt et um Geriicht zu Prisongsstrofe vun zweemol fënnef Joer komm ass an engem Prozess wéinst schwaarze Konten, wou iwwer 700 Millioune Lëtzebuerger Frang gelaf sinn. D'Affär ass leschtenenns ënnert dem Teppech gelant, well e gnädege Procureur général d'Saach einfach klasséiert huet, wéi se sollt an Appel goen.

De Virstand vun där Organisatioun, déi elo mat der Exekutioun beoptraagt ass, huet gesot, si géife geschlosse fir déi Schëlleg an de Prisong goen. Dat heescht, si sinn och an där Bezéiung op deeselwechten Niveau ze stellen.

Ech wëll och nach drun erënnere, datt déiselwecht Leit d'Justiz an engem Mooss attackéiert hunn, datt d'Riichter sech genéidegt gesinn hunn, an hirem Syndikat, dem Groupement des Magistrats, am Mäerz '85 heftegst géint déi Aart a Weis do ze protesitéieren.

Doriwwer eraus ass déi Firma bilanziell an der Faillite.

Ech liesen aus dem Extrait vum Rapport vum Réviseur vun der Cepal vun 2005: «Toutefois au 31 décembre 2005» - dat ass déi lescht konsolidéiert Bilanz, déi virläit, - «le passif exigible du groupe était supérieur de 5,5» an eppes weider Milliounen Euro, datt sinn 224 Milliounen där aler Frang «au total de l'actif». Dat ass eng bilanziell Faillite, an ech froe mech: Bitt esou eng Firma d'Viraussetzung, fir eng offiziell Missioun ze iwwerhuelen? Mir soe ganz kloer Neen a mir verlaangen, datt alles bei d'ASTA zrëckkënn, wou et vun der Verwaltung selwer soll kontrolléiert ginn. Esou wäit zu deem Thema.

Kapitel 3, do kommen ech da bei dat, wat eis haut de Mëtteg hei am meeschte beschäftegt huet, den Ubau vu genmodifizéierte Planzen. Éischt Fro: Brauche mer esou Planzen?

D'Gentech-Industrie seet Jo. Dat brauch een net extra ze wonnere. D'Ëmweltschützer soen Neen. Dat wonnert een och net.

De Konsument seet, an dat schéngt mer op d'mannst gradesou wichteg ze sinn: Ech wëll dat net. A Frankräich huet eng Ëmfro erginn, datt 87% vun de Leit et net wëllen. Hei zu Lëtzebuerg läit de Prozentsaz ähnlech héich, an ech huelen och un, datt dat queesch duerch d'ganz Europäesch Unioun esou ass.

D'Wëssenschaft ass gedeelter Meenung. Op jidde Fall kann een emol d'Fuerschung virundreiwen. Mä brauche mer et aktuell? Ech mengen net. D'Meenungen doriwwer ginn auserneen.

D'Meenunge ginn och an der Landwirtschaft auserneen. A Frankräich gëtt et dräi Landwirtschaftssyndikater, dovunner ass dee gréissten derfir an déi zwee méi klenger dergéint. Hei zu Lëtzebuerg sinn d'Meenungen och net unanime. Déi eng si ganz dergéint, déi aner soen: Oh, mir mussen awer emol kucken, vläicht kënn jo awer eppes, wat eng Kéier vun Notzen ass.

Zweet Fro: Wat bréngt et? Méi Ertrag? Ech ka mech all deenen nëmmen uschlëssen, déi dat virdrun hei esou gesot hunn: Et ass kee Wee, fir den Honger an der Welt ze bekämpfen, well do, wou Honger an der Welt ass, sinn et praktesch ëmmer...

**(Interruption)**

...- dat hunn ech och scho gesot -, sinn et meeschtens politesch Zoustänn an deene Länner, politesch Konflikter an Ëmwälzungen, déi dozou féieren, datt d'Leit Honger leiden. Et hänkt och ganz dacks dorun, datt



D’Kommissioun wëllt also am Kader vun der Initiativ „Better Regulation“ an den nächste Joren d’EU-Saatgutdirektive weider vereinfachen, wat mir natierlech begrëissen an och ënnerstëtzen.

Des Weidere wëll ech och drop hiweisen, datt zu Brëssel e Projet de directive vum Conseil guttgeheescht ginn ass, deen déi bestehend Saatgutlégislatioun ëmännere soll, fir dem Besoin vun der biologescher Landwirtschaft entgéintzekommen, mä och fir d’Erhale vun der Biodiversitéit an de genetesche planzleche Ressourcen ze garantéieren. Allerdéngs konnt dëse Projet de directive bis elo nach net ëmgesat ginn, ob-schonn e wéi gesot eestëmmeg vum Agrarministerrot ugeholl ginn ass, well d’Europaparlament nach Problemer huet mat eenzelne Bestëmmungen. Mir hoffen natierlech, datt dat méiglechst schnell kann iwwert d’Bühn goen an och ëmgesat ginn.

Da kommen ech zum zweeten Deel vum Gesetzesprojet, iwwert dee jo méi diskutéiert ginn ass, dat ass dee vun der Koexistenz tëschent konventionellen, biologeschen a genmodifizéierte Kulturen. Ech wëll awer direkt betounen, datt et bei dësem Gesetz iwwert d’Koexistenz kengesfalls ëm d’Zouloossung vun OGMe geet. D’Zouloossung vun OGMen, déi gëtt iwwert d’Gesetz vum 13. Januar 1997 relative au contrôle de l’utilisation et de la dissémination des organismes génétiquement modifiés geregelt, an dat ënnert der Kompetenz vum Gesondheitsminister. Hei geet et nëmmen dodrëm, d’Konditiounen festzeleeë fir den Ubau vun deenen OGMen, déi vun der EU fir den Ubau an Europa zougelooss sinn.

Zënter enger Dose Joren, géif ech soen, si genmodifizéiert Planzen hei um Marché. Mëttlerweil gi weltwäit iwwer 100 Milliounen Hektar mat genverännerte Kulturen ugebaut. Dat ass absolut betruucht en immense Chiffer, mä am Verhältnis mat der weltwäiter Agrarfläch ass et awer manner wéi 1%. Den Ubau vun OGMen ass zurzäit haaptsächlech op verschidde Länner wéi d’USA, Kanada, Argentinien, Brasilien, China, Indien konzentréiert a concernéiert och nëmmen e puer Planzenaarten, un éischter Stell géif ech soen de Soja, mä awer och aner Planzenaarte wéi de Mais, de Raps, de Kotteng, de Râis, Tomaten, Gromperen. Dat ass jo hei och schonn ugedeit ginn.

An der EU ass am Moment just ee bestëmmte gentransforméierte Mais fir den Ubau zougelooss, iwwert deen hei jo och méi diskutéiert ginn ass. Duerfir wëll ech och e bësse méi dorobber agoen; et ass jo och ënner anerem vum Här Schneider gefrot ginn. Dësen OGM ass resistent géigeniwwer dem sougenannte Maiszünsler. De Maiszünsler ass dee bedeiendste Mais-schädling an Europa, deen allerdéngs zu Lëtzebuerg weinst eisem Klima nach net allze vill verbreet ass.

De MON 810 gëtt virun allem a Spuenien kultivéiert op 50 bis 80.000 Hektar, variabel jee no de Joren. E gëtt och a Portugal, Rumänien, der Tschechescher Republik an an Däitschland op e puer dausend Hektar ugeplant.

Och a Frankräich sinn d’lescht Joer 22.000 Hektar MON 810 ugebaut ginn. Déi franséisch Regierung huet awer wëlles - wéi et jo och hei gesot ginn ass -, een zäitlech begrenzte Moratoire fir den Ubau vum MON 810 anzeféieren, bis d’EFSA, déi europäesch Liewensméttelsécherheetsagentur, mä och déi franséisch Haute autorité, dësen Dossier evaluéiert hunn. Dës Evaluatioun misst am Laf vun dësem Joer geschéien, well all zougeloossenen OGM muss no zéng Joer nei evaluéiert ginn. 1998 ass de MON 810 fir d’éischt an Europa ugebaut ginn. E muss also am Laf vun dësem Joer evaluéiert ginn. Déi franséisch Regierung wëllt déi Evaluatioun ofwaarden.

D’Situatioun a Frankräich ass net déi nämlech wéi hei zu Lëtzebuerg - ganz a guer net -, wat d’OGMen ubelaangt. A Frankräich gëtt et am Géigesaz zu Lëtzebuerg nach ëmmer kee Gesetz iwwert d’Disséminatioun vun den OGMen. Lëtzebuerg huet dat Gesetz säit 1997. Dat Gesetz gouf da jo och 2004 hei an der Chamber nugebessert.

Frankräich huet och kee Gesetz iwwert d’Koexistenz. Par contre gëtt a Frankräich de MON 810 ugebaut, wat zu Lëtzebuerg

net de Fall ass. Dir gesitt also, d’Situatioun ass ganz verschidden tëschent Frankräich a Lëtzebuerg. Zwar hätt kënne zu Lëtzebuerg deen OGM zënter véier Joer ugebaut ginn, mä dozou ass et awer ni komm, well Gott sei Dank engersäits eis Baueren - a mir hu se doranner ënnerstëtzt - dem Ubau vun OGMe souwisou ganz kritesch géigeniwwerstinn, an anerersäits de MON 810 eiser Landwirtschaft näischt bréngt, well de Maiszünsler net vill Schued hei zu Lëtzebuerg urriicht.

Menger Meenung no wäerten och an Zukunft, op d’mannst an nächster Zukunft, hei zu Lëtzebuerg keng OGMen ugebaut ginn, a scho guer net, wann eist Koexistenzgesetz deemnächst a Kraaft wäert sinn. Mat dësem Gesetz schafe mer nämlech e Kader, fir déi konventionell a biologesch landwirtschaftlech Betriber effizient virun der onerwünschter Presenz vu genmodifizéierten Organismen ze schützen. Esou erhalte mer de libre choix vun de Produzenten an och vun de Konsumenten. Dat wäert eis, menger Meenung a menger Iwwerzeugung no, mat dësem Gesetz an och mat deem Règlement grand-ducal, iwwert dat jo och e puermol geschwat ginn ass, wou mer verschidden Ausféierungsbestëmmungen iwwert den Ubau vun transgene Planze fixéieren, ganz gutt geléngen.

Mir haten zwar esou munch Meenungsverschiddenheeten - dat kënn Der och am Schrëftwiessel feststellen - mat der EU-Kommissioun. Mir sinn eis och haut nach net an alle Punkte mat der Kommissioun eens, mä eist Gesetz ass am Endeffekt dach zimlech restriktiv, wat den Ubau vun OGMen ubelaangt. Et ass ganz am Sënn, wéi och hei zu Recht gefrot ginn ass, vum Principe de précaution, dee wichteg ass bei dëser Problematik, an et bitt deene Filiären, déi fräi vu Gentechnik wëlle bleiwen, e gréisstméigleche Schutz.

Dëse Projet de loi baséiert also op dem Principe de précaution; an dat kombinéiert mat enger ganz grousser Transparenz, wat den Ubau vun transgene Kulturen ubelaangt. All Import vu genverännertem Saatgut op Lëtzebuerg muss der Administratioun des Services Techniques de l’Agriculture, der ASTA, matgedeelt ginn. Wann e Bauer wëllt OGMen uplanzen, da muss hien der ASTA zwee Méint am Viraus doriwwer Informatiounen liwweren. D’ASTA publizéiert dann dës Donnéeën, notamment déi exakt geographesch Lokalisatioun. Dat an engem nationalen Register, dee permanent aktualiséiert gëtt an dee besonnesch iwwer Internet jiddferengem zugänglech ass. Doriwwer eraus dierfen och nëmmen op gepachte Flächen OGMen ugeséit ginn - mir hunn hei am Land jo ronn 50% Pachtland -, wann de Propriétaire säi schrëftlechen Accord dozou ginn huet.

Des Weidere gesäit dëse Projet de loi vir, iwwer e Règlement d’Mindestofstänn tëschent genmodifizéierten a konventionellen oder biologesche Kulture festzeleeën. Dëse Projet de règlement grand-ducal ka schnell a Kraaft trieden, well e schonns vum Conseil d’État aviséiert ginn ass. Isolatiounsofstänn sinn eng ganz effikass Moosnam, déi net nëmmen d’Kontaminatioun vun den traditionellen Kulture mat OGM verhënnere kann, mä déi och den Ubau selwer vun OGMe ganz staark aschränke wäert.

An der EU gëtt et zu dësem Punkt ganz grouss Divergenzen. D’Mindestdistanze variéiere ganz staark an deenen eenzelne Länner. Beim Mais zum Beispill, well dat jo déi eenzeg OGM-Kultur ass, déi iwwerhaapt bis elo duerf an Europa ugebaut ginn, tëschent 25 a 600 Meter. Mir hunn hei zu Lëtzebuerg wëlles, fir de genmodifizéierte Mais Isolatiounsofstänn vu mindestens 600 Meter anzeféieren.

D’Kommissioun an och munch aner Memberstate gesinn dat e bëssen anescht. Si fannen dat, wat mir als Oploe maache wëllen, iwwerdriwwen an och ze vill restriktiv. Mä ech wëll lech soen, zumindest soulaang wéi d’Kommissioun oder besser gesot d’EU keng Schwellewäerter fir déi zoufällig Veronrengung vu konventionellem a biologeschem Saatgut - an déi gëtt et nach net - mat OGMe festgeluecht huet, wëlle mir un dëse strengen Trennofstänn festhalen. Dat heescht konkret zum Beispill, datt jiddferen, dee genverännerte Mais ubaue wëllt oder wëilt, sech esou organiséiere misst, datt säi Mais mindestens 600 Meter vun all anerem Mais, deen net genmodifizéiert ass, ewechbleift.

Lëtzebuerg ass mat senger Mindestdistanz vu 600 Meter beim Mais bei Wäitem méi streng wéi déi meescht aner Memberstaten. Mir wëllen och de Principe de précaution an deem Punkt weider staark respektéieren, esou wéi d’Chamber dat jo och gären hätt.

Déi Europäesch Kommissioun ass net ganz glécklech iwwert déi grouss Divergenzen,

déi an de Memberstate bestinn, wat d’Koexistenzbestëmmungen ubelaangt. Duerfir gëtt deemnächst vun der Kommissioun aus e sougenannte Bureau européen de coexistence an d’Liewe geruff. All Land ass an deem Comité, an deem Büro do vertritt. Dëst Gremium soll an enger éischter Phas opgrond vu wëssenschaftlechen Donnéeë speziell Koexistenzmoosname fir de genmodifizéierte Mais ausschaffen. Allerdéngs wëll ech och soen, datt et zurzäit vun der Kommissioun net virgesinn ass, fir de Konklusiounen vun dësem europäesche Koexistenzbüro e rechtlech bindende Charakter ze ginn.

An deem Kontext wëll ech awer drun erënnere, datt Lëtzebuerg säit Joren net nëmme vun der Kommissioun d’Aféierung vu Saatgutschwellewäerter fir d’Présence accidentelle vun OGMen a konventionellem oder biologeschem Saatgut fuerdert, mä datt Lëtzebuerg sech och ëmmer fir europawäit gültig Koexistenzregelen agesat huet. Mir ënnerstëtzen also déi Beméiungen, fir an Europa op e Konsens ze kommen, dee wëssenschaftlech ënnerluecht ass.

Fir erëm op de Projet de loi zrëckzekommen, wëll ech och drop hiweisen, datt et via Règlement grand-ducal a méiglech ass, Mindestentfernunge virzegesinn tëschent transgene Kulturen a Beiestäck. Et ass jo hei gesot ginn, datt mer méi laang och iwwert d’Problematik vun de Beien a vum Hunneg diskutéiert hunn. Mir hu wëlles vun dëser Méiglechkeet Gebrauch ze maachen, sollte wëssenschaftlech Erkenntnisser virleien, déi aussoen, datt d’Presenz vun OGM am Hunneg riskéiert iwwert deem festgeluechte Mindestschwellewäert ze leien. Wéi Der wësst, ass 0,9 den aktuell vun der EU festgeluechte Schwellewäert, fir d’Presenz vun OGMen a Fudderméttel oder a Liegensméttel mussen ze kennzeechnen.

Sollt sech des Weideren opgrond vu wëssenschaftlechen Donnéeën erausstellen, datt bei verschiddenen Aarte vu genmodifizéierte Kulture keng Koexistenz mat Nopeschkulture méiglech ass, dann erlaabt eis dëse Projet de loi, dës bestëmmten Aart vun OGM via Règlement grand-ducal ze verbidden. Ech denken do - an dat ass jo och hei gesot ginn - un éischter Linn un de Raps, wou et trotz deene strenge Mindestofstänn, déi mir virgesinn, opgrond vu villem Ausfallraps ganz schwéier wäert sinn, d’Proliferatioun vum genmodifizéierte Raps ze ënnerbannen.

Zurzäit ass allerdéngs keen transgene Raps an der EU fir den Ubau zougelooss, mä déi Koexistenzklausel do ass virun allem geduecht eventuell, fir och kënne dergéint virzegoen, wann dat sollt anescht ginn. Fir esou Verbueder verlaangt d’Kommissioun wëssenschaftlech gutt motivéiert a gutt ënnerluechte Beweeggrënn, déi mer der Kommissioun musse virleeën, fir esou Verbueder kënne auszeprieche a fir datt si och hiren Accord dozou gëtt.

De Projet de loi gesäit och vir, datt den Ubau vun OGMen an Naturschutzgebidder ka verbuede ginn iwwer Règlement grand-ducal. Och do ass et déi nämlech Konditioun: Et muss wëssenschaftlech ënnermauert a gutt beluecht ginn, fir datt d’Kommissioun hiren Accord géif ginn.

Dann ass och d’Problematik vum ekonomesche Schued e puermol hei opgeworf ginn. Also wann den Ubau vun OGMen ekonomesche Schued mat sech bréngt, sief dat op Nopeschparzellen oder sief dat bei der Produktioun vun Hunneg, da muss deejéinegen derfir opkommen, deen d’OGMen ugeplant huet, och wann e sech strikt un d’Regele vun Gesetz gehalen huet. Et gëtt also eng Responsabilité sans faute oder de plein droit.

Deejéinegen, deen OGMen ubaut, ass fir all ekonomesche Schued, deen duerch déi genverännert Sotplanzen entsteet, verantwortlech. A fir datt en eventuellen Ubauer vun OGMen an engem Fall vum ekonomesche Schued finanziell net iwwerfuerdert gëtt, muss jiddferen, dee genverännert Kulturen ubaue wëllt, entweder eng speziell Assurance ofschléissen, oder awer an de Fonds cotiséieren, dee fir de Schued, deen duerch den Ubau vun OGMen entstoe kéint, opkënn.

Mir wëssen, datt d’Assurancen do relativ rezent sinn, fir esou Assurancen ofzeschléissen. Duerfir hu mer och déi zweet Méiglechkeet, wéi gesot, agefouert, datt ee kann an de Fonds cotiséieren.

Lëtzebuerg ass ze kleng, fir esou e Fonds ze schafen. Op internationalem Plang gëtt et esou Fongen. Da muss een also versichen, sech un esou e Fonds anzuschléissen. D’Kommissioun huet jo och begréisst, datt mer niewent der Méiglechkeet vun der As-

surance och d’Méiglechkeet vun der Cotisatioun an esou e Fonds elo virgesinn hunn.

Wéi gesot, duerch dëse Projet de loi schlësse mir eng Gesetzeslück. Zënter véier Joer war et theoretesch méiglech, och wann dat ni de Fall war, zu Lëtzebuerg OGMen unzebauen. Elo kritt dëse potenziell méiglechen Ubau vun transgene Planzen ee gesetzleche Kader, dee contrainnant Regeln an Oploen dofir virgesäit. Alles an allem bitt dëst Gesetz deene Baueren, déi näischt mam Ubau vun OGMen ze di wëllen hunn, ee maximale Schutz, dee sengesgläichen an aneren EU-Länner sicht.

Den Ubau vun OGMen zu Lëtzebuerg gëtt duerch dat heite Koexistenzgesetz - dat wëll ech och kloer soen - mat Sécherheet net favoriséiert, esou wéi Verschiddener dat wëllen an de Raum stellen; just de Géigendeel ass de Fall.

Ee Wuert vläicht nach zum Gesetzesvorschlag N°5681 vum Här Kox.

Ech mengen, jiddferen ass mat dem Prinzip vun dëser Dispositioun averstanen. Wat den Text ubelaangt, huet den Här Deputéierte Kox jo a sengem Gesetzesvorschlag dee vum Statsrot virgeschloenen Text wuertwärtlech iwwerholl. D’Regierung huet eng kleng textlech Ännerung virgeschloen, déi vun der Chamberskommissioun d’ailleurs jo och ugeholl ginn ass. Duerfir ënnerstëtzt d’Regierung dëse Gesetzesvorschlag a géif et begrëissen, wann d’Chamber e géif ënner d’vun der Chamberskommissioun virgeschloener Form stëmmen.

E Wuert zur Motioun. Ech wëll hei ganz kloer soen, datt d’Zouloossung vun OGMen ënner der Kompetenz ass vum Gesondheitsminister. Ech denken, datt duerfir jo och den Här Kox versicht huet, mam Gesondheitsminister Kontakt opzehuelen am Kader vun dëser Motioun, well en huet dat net mat mir gemaach. Et ass och richtig esou, well d’Autorité compétente an dëser Matière, wat d’Zouloossungen ubelaangt, ass de Gesondheitsminister.

Mä well mer haut d’Koexistenz geregelt hunn an d’Motioun jo d’Zouloossung am Fonds regelen soll, duerfir hunn ech e bësse Problemer, well den Här Fayot huet jo eng Question parlementaire gestallt un de Gesondheitsminister an dëser Problematik, an ech hat gemengt, et wär vläicht dann och gutt gewiescht, fir déi genee Äntwert vum Gesondheitsminister ofzewaarden, ier ee sech an esou enger Motioun...

» **M. le Président.** - Här Minister, Dir misst esou lues zum Schluss kommen!

» **M. Fernand Boden, Ministre de l’Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.** - Ech si bal um Schluss.

» **M. le Président.** - Wonnerbar!

» **M. Fernand Boden, Ministre de l’Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.** - Ech hunn d’Motioun matgeholl.

» **M. le Président.** - Da maacht elo de Schluss!

(Hilarité)

» **M. Fernand Boden, Ministre de l’Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.** - Okay.

Et hätt een also, mengen ech, d’Äntwert vum Gesondheitsminister sollen ofwaarden, fir méi Detailer iwwert dës ganz Problematik vum MON 810 nach ze kréien, iwwert déi eraus, déi ech versicht hunn lech ze ginn. Wéi gesot, DÉI GRÉNG hunn an hirer Motioun elo net méi virgesinn, fir de MON 810 ze verbidden, duerch de Réckgrëff op d’Clause de sauvegarde, esou wéi am Fonds Greenpeace dat gäre gehat hätt. Ech muss och soen, et wär och net logesch gewiescht, dat esou ze maachen.

De MON 810 ass - an dat ass och hei gesot ginn - deen eenzeg erlaabten OGM, deen an der EU kann ugebaut ginn. Wann also elo gefrot gëtt, just an direkt nom Vote vum Koexistenzgesetz, datt iwwer Clausen de sauvegarde géif erëm deen eenzeg erlaabte MON 810 zäitweilleg ausser Kraaft gesat ginn, datt dee Verbuet géif iwwer eng Clause de sauvegarde gemaach ginn, da géif am Fonds d’Chamber direkt nom Vote vum Gesetz soen: Elo setze mer d’Effete vun dësem Gesetz emol zäitweilleg erëm ausser Kraaft. Ech mengen, et wär e bësse widderspréichlech, wa kuerz nom Vote vum Gesetz d’Chamber gefrot hätt, fir d’Clause de sauvegarde unzewenden, fir...

» **M. le Président.** - Här Minister, erlaabt Der, datt den Här Kox lech nach eng Fro



stellt? An da misst Der awer wierklech zum Schluss kommen!

(Hilarité)

» **M. Fernand Boden**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural*. - Also, Här President, ech war schonns zweemol bal fäerdeg.

» **M. le Président**. - Mä den Här Kox wëllt lech nach eng Fro stellen.

» **M. Fernand Boden**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural*. - Et ass an der Rei.

(Interruption)

» **M. Henri Kox** (*DÉI GRÉNG*). - Här Boden, ganz kuerz, nämlech: Et ass wuel en Ennerscheed awer hei. D'Koexistenzgesetz regelt just d'Koexistenz, wéi d'Wuert scho seet, dat heescht, d'Uplanze vu genmanipuléierten an net genmanipuléierte Planzen. Hei beim MON 810 geet et jo méi wäit, well et ass jo festgestallt ginn, dass et e Problem schaaft fir d'Ëmwelt, fir verschidden Insekten, an dass dat misst méi genee ënnersicht ginn.

Et ass dat, wat mer verlaange mat där Motioun, dass méi déifgräifend Analyse solle gemaach ginn. Vu dass Lëtzebuerg dat net fäerdeg bréngt, verlaange mer eben, dass mer eis un déi Länner uschléissen, déi dee wëssenschaftleche Background hunn, fir dat kënnen unzuegoen.

» **M. Fernand Boden**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural*. - Jo, mä Dir wollt méi verlaangen. Dir wollt de Réckgrëff op d'Clause de sauvegarde verlaangen.

(Interruptions diverses)

Dir hutt jo gesot, dass Dir d'Regierung do net iwwerzeege kéint. Dat heescht, Dir konnt de Gesondheitsminister net iwwerzeegen.

Wann ech elo einfach interpretéieren, mengen ech, wat de Gesondheitsminister hei géif soen zu där Motioun, déi elo virläit, wou dat gestrach ginn ass, da géif ech soen, déi wär am Fong sans objet.

Well an der Motioun frot Der: «maintenir et promouvoir le principe de précaution».

Dat hu mer ëmmer gemaach, wäerte mer och an Zukunft maachen. D'Regierung huet dat ëmmer erkläert a wäert et och weider maachen.

Dir frot am zweeten Alinea: «intensifier sa collaboration avec les autres gouvernements».

Dat hu mer ëmmer gemaach, wäerte mer och weider maachen. Dat heescht, Dir fuerdert am Fong d'Regierung op, eppes ze maachen, wat se ëmmer gemaach huet.

Wéi gesot, ech wëll hei net soen, Dir sollt derfir oder dergéint stëmmen; d'Chamber soll dat souverän jugéieren. Mä ech mengen dat, wat elo an der Motioun steet, ass am Fong eng Bekräftegung an en Encouragement vun der Regierungspolitik. Wann et esou gesi gëtt, hunn ech kee Problem, dass se ka gestëmmt ginn.

» **M. le Président**. - Ech soen dem Här Minister Merci. D'Diskussioun ass domadder ofgeschloss a mir komme méi spéit zum Vote iwwert dee Projet de loi.

(Interruption)

Mir kommen elo zur Diskussioun vum Projet de loi 5748 iwwert d'Infrastruktur fir den Tourismus. D'Riedezäit ass nom Modell 2 festgeuecht.

(Interruptions diverses)

Mir stëmmen awer eréischt méi spéit doriwewer of, Här Wagner.

» **Plusieurs voix**. - Firwat dann? Wat ass d'Ursaach?

» **Une voix**. - Mir sinn dach hei.

» **M. le Président**. - Mir stëmmen méi spéit doriwwer of an elo komme mer zum Projet de loi 5748.

(Brouhaha général)

Eng Rei vun Äre Kollegee sinn an engem Läichendéngscht an ech mengen et ass normal, dass een och e bësselche Respekt huet, dass ee waart bis déi Kollegeen erëm sinn.

(Interruptions)

» **M. Aly Jaerling** (*Indépendant*). - Här President, ech hunn d'Wuert gefrot.

» **M. le Président**. - D'Wuert huet elo den Här Jaerling.

### 3. Ordre du jour

» **M. Aly Jaerling** (*Indépendant*). - Här President, ech hunn d'Wuert gefrot zur Prozedur hei. Ech war de Moien an der Conférence des Présidents an do ass gesot ginn, wa genuch Députéierten do sinn, fir de Quorum ze erfëllen, da soll ofgestëmmt ginn.

Am anere Fall, wann der net genuch do sinn, da soll de Vote reportéiert ginn. Awer wann der genuch hei sinn, ass gesot ginn, soll ofgestëmmt ginn.

Den Här Braz war och an der Conférence des Présidents derbäi, wéi dat do gesot ginn ass.

» **M. le Président**. - Gutt, ech war net derbäi. Ech géif just soen, aus Respekt virun deene Kollegeen, déi an deem Läichendéngscht sinn, solle mer herno dee Vote do maachen.

(Interruptions)

Et hu sech also zu deem Projet de loi ageschriwwen: den Här Schank, den Här Etgen, d'Madame Dall'Agnol, den Här Kox an den Här Henckes. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den Här Lucien Clement.

» **Une voix**. - Vill Respekt virun Ärer Fraktioun, Här President.

» **Une autre voix**. - Et wier jiddefalls ze wënschen, dass déiselwecht...

» **M. Carlo Wagner** (*DP*). - Här President, wou steet déi Prozedur, déi Dir hei uwennt? Déi steet a kengem Reglement!

» **M. le Président**. - Här Wagner, ech mengen, et muss een e bësselche Respekt och virun deenen anere Kollegeen hunn.

» **M. Carlo Wagner** (*DP*). - Dir sidd deen éischte President, deen hei eege Gesetzer applizéiert!

(Hilarité et interruption)

» **M. le Président**. - Sou, Här Bettel, elo huet ganz eleng den Här Clement d'Wuert.

(Interruption)

### 4. 5748 - Projet de loi ayant pour objet d'autoriser le Gouvernement à subventionner l'exécution d'un huitième programme quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique

#### Rapport de la Commission des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement

» **M. Lucien Clement** (*CSV*), *rapporteur*. - Merci, Här President.

» **Une voix**. - Et ass traureg, dat do!

» **M. Lucien Clement** (*CSV*), *rapporteur*. - Ech weess net, ob ech der DP nach soll e puer Minutte loossen, fir sech ze berouegen, ier ech ufänken. Wann dat dann de Fall ass, da géif ech ufänke mat deem Projet 5748, deen elo zur Diskussioun steet.

Geet et? Ass en net un, Här President? Geet et elo?

(Brouhaha général)

Ech weess net, ob et elo geet, soss muss ech méi haart schwätzen.

Also, am Projet de loi 5748, deen elo zur Diskussioun steet, geet et ëm d'Exekutioun vum aachte Fënnefjoresplang am Beräich vun den Tourismusinfrastrukturen.

(Interruption)

» **M. le Président**. - Sou, ech bieden lech ëm e bësselche méi Opmierksamkeet - et ass e wichtege Projet -, fir dem Här Rapporteur Lucien Clement nozelauschteren.

» **M. Lucien Clement** (*CSV*), *rapporteur*. - Iwwert den Tourismussecteur gëtt am politeschen Alldag an der Regel hei zu Lëtzebuerg net allze vill geschwat an diskutéiert, an dat menger Meenung no awer e bësselchen zu Onrecht. Den Tourismussecteur mat all senge vir- an nogelagerten Aktivitéite steiert dach en net onwesentlechen Deel zum ekonomesche Wuesstum vu Lëtzebuerg bäi. Et gëtt geschat, dass den Tourismussecteur am leschte Joer 9,7% vum PIB duergestallt huet. E Prozentsaz, dee laut de rezenten Etüde bis 2017 op gutt 10% vum PIB klamme kéint.

Well déi ganz Branche och nach richtigearbechtsintensiv ass, ass den Tourismussecteur mat Sécherheet och nach e Créateur d'emploi par excellence. Wann ee kuckt, wat an de leschte Joren un Tourismusinfrastrukture bestanen huet, da stellt ee fest, dass 2005 laut den Zifferen vum Projet de loi 2.600 Etablissementer am Sektour touristique bestanen hunn. Si hunn zesummen e Chiffre d'affaires vun net manner wéi 900 Milliounen Euro realiséiert.

Wa mer an den Detail ginn, da stelle mer Folgendes fest, an dat laut Statec: 2006 hate mer 284 Hotelen, Auberger a Pensiounen a plus/minus 7.474 Better an 100 Campinge mat enger Capacitéit vun 48.000 Persounen. Et fält awer op, wann een déi Zuele kuckt, dass d'Unzuel vun den Etablissementer lues mä konstant zrëckfält, anersäits awer d'Capacitéite vun deenen Etablissementer, déi bleiwen, stabil bleiwen, wat heescht, dass deen eenzelne Betrib méi grouss ginn ass.

D'Unzuel vun den Iwwernuechtungen an den Hotelen, Auberger, Pensiounen, Jugendherbergen a Campinger ass an de leschten zéng Joer op 2,7 Milliounen geklommen, mat engem Duerchschnëttsopenthalt vu knapp zwou Nuechten an der Hôtellerie a 5,5 Nuechten an de Campingen. Dës Zuele waren iwwert déi dräi lescht Jore plus/minus awer konstant. Schätzungen no schaffen eng 25.000 Persounen direkt oder indirekt an deem Sektour. Eng Zuel, déi bis 2017 op 32.000 Leit an d'Luucht goe soll.

Dat, Här President, si mat Sécherheet ganz impressionnant Zuelen, deenen ee sech net ëmmer esou bewosst ass, wann een hei zu Lëtzebuerg iwwer Tourismus schwätzt. Mä et sinn Zuelen, déi awer d'Wichtigkeet vun deem Sektour an eiser nationaler Ekonomie op eng ganz effikass Manéier dätlecht maachen an déi statistesch och beluecht sinn.

De Sektour vum Tourismus ass an deene leschte Jorzéngten aktiv an intensiv vum Stat duerch déi successiv Fënnefjorespläng begleet a gefördert ginn. Déi verschidden uneneegereite Fënnefjorespläng hunn zënter 1973 den Tourismus a sengem Développement gefördert an hu gehollef, him dee Stellegwäert ze ginn, deen hien haut huet. Mir ginn duerfir och am Ausland zu Recht geschätzt a respektéiert.

Dat heescht awer net, oder dat soll awer net heeschen, dass een elo alles erreecht huet a mat deem Erreichte soll zefridde sinn. Mir befannen eis hei zu engem groussen Deel am Sektour privé. Do gëtt et keen Ausrouen op de Lorbeeren. Do muss ee sech ëmmer erëm an all Dag nei bewiesen an et muss ee sech och all Dag d'Fro stellen: Wat kann ech besser maachen, oder wat hunn ech net richtig gemaach?

Fir mat der Evaluatioun an deem Sektour matzehalen, mussen ëmmer erëm nei innovativ Iddien op den Dësch kommen, dat souwuel vu staatlecher Säit wéi selbstverständlech och aus dem Privatsecteur selwer. Dës Iddië gëllt et dann en musique ze setzen an duerfir ass esou e Fënnefjoresplang e ganz gëeegent Instrument a stellt mat Sécherheet och e ganz gëeegente Kader dozou duer.

Wann een elo déi verschidde Fënnefjorespläng analyséiert, gesäit een, wéi den Tourismus hei zu Lëtzebuerg um nationalen, regionalen a lokale Plang an deene leschte 35 Joer evoluéiert huet.

Duerch deen éischte Fënnefjoresplang, dat war 1973, hunn d'Gemengen an d'Syndikater Subventionen um Stat kritt, fir Equipeementer an nei Infrastrukturen ze realiséieren. Et ass schonn deemools erkannt ginn, dass mer e groussen Nachholbedarf am Beräich vun deenen Infrastrukturen haten.

Am zweete Fënnefjoresplang gouf et zousätzlech zu deem, wat ech virdu gesot hunn, och Hëllef fir d'Hôtellerie, wann d'Hôtellerie sech moderniséiert, rationaliséiert oder erweidert huet.

1983 sinn dann awer zwou nei Zilsetzungen derbäikomm. D'Subventiounen goufe verdeelt fir den Aménagement vu Gîtes ruraux a fir d'Konseervatioun an d'Mise en valeur vun eise nationaler kultureller Patrimoine.

Am véierte Plang si véier nei Initiativen derbäikomm: finanziell Hëllef fir Privatpromoteuren, déi Projekte realiséieren, déi eng regional Wichtigkeet hunn; Hëllef fir d'Konstruktioun an der Hôtellerie oder fir privat Campingen, an zu gudder Lescht Hëllef fir d'Syndikater, déi sech informatiséiert hunn oder sech anert audiovisuellt Material ugeschafft hunn.

Am fënnfte wéi och am sechste Plan quinquennal gouf de Recommandatiounen vun der ETI-Etüd vun 1992 Rechnung gedroen, déi deemools eisen Tourismussecteur analyséiert hat a wou och eng ganz Rei vu

Richtlinien a Suggestiounen festgehalen goufen.

Esou ass zum Beispill festgehalen ginn, dass mer hei zu Lëtzebuerg en Tourismussecteur wëllen hunn, deen d'Liewensqualitéit an d'Qualitéit vum Tourismus selwer als prioritär ugesäit. D'Qualitéit an d'Durabilitéit sinn also Stéchwierder vun eise Tourismus ginn. Den Akzent gouf virun allem op Kongress- a Kulturtourismus geluecht.

2001 huet den Tourismusminister Fernand Boden eng nei Etüd beim ETI, dem Europäeschen Tourismus Institut op der Uni Tréier, an Optrag ginn, an dat fir ze kucken, wéi den Tourismussecteur sech bis dohinner entwéckelt hat. Dës Etüd beschäinegt, dass d'Zilsetzungen, déi ufanks den 90er Jore gesat goufen, zu engem groussen Deel erreecht gi sinn. Souwuel déi infrastrukturell Offer wéi d'Equipementen kruten en internationalen Niveau vun där Etüd do attestéiert.

Op där anerer Säit seet dës Etüd awer och, dass nach zousätzlech Efforten ze maache sinn, wat d'Organisatioun, d'Formatioun an de Marketing vun an am Tourismus ugeet. Esou goufen zum Beispill d'Schafe vu regionalen Tourismusagencen oder den Développement vu spezifesch Formatiounen proposéiert. Deene Propositionen an aneren Iddië si mer am siwente Fënnefjoresplang nokomm. Konzepter an Etüde sinn ausgeschafft ginn, fir e Stéck méi Professionalismus an den Tourismussecteur eranzebréngen.

Här President, deen neie Fënnefjoresplang befaasst sech mat der konkreter Ëmsetzung vun dëse Konzepter an Etüden. Selbstverständlech ginn all déi Projekte weiderfinanziéiert, déi fir den 1. Januar 2008 nach net fäerdeg gestallt waren an déi hiren Ursprung am siwente Fënnefjoresplang haten a souzesoen à cheval mat deem neie Fënnefjoresplang leien.

Ausserdeem gëtt et méiglech, eng Rei Projekte finanziell ze begleeden, dat net nëmmen um Investissement vun den Infrastrukturen, mä och un hirem Fonctionnement. Dat Ganzt geschitt en vue vun engem méi groussen Professionalismus an deem Sektour. Y compris déi lokal Tourismussyndikater. Dësen neie Plang couvriert d'Joren 2008 bis 2012 an huet eng Enveloppe ze finanzéieren vun net manner wéi 50.296.000 Euro. Dat ass eng Augmentatioun par rapport zum leschte Fënnefjoresplang vu 34%. Eng Augmentatioun, déi eise Tourismus wäert an deenen nächste fënnef Joer mat Sécherheet ganz guttdeen.

Well et sech awer hei ëm eng ganz zolidd finanziell Enveloppe handelt, wëll ech dann net nëmmen de Ressortminister Fernand Boden dofir begléckwënschen, mä ech wëll och dem Budgetminister Luc Frieden mat Merci soen, dass hie sech dorunner bedeelegt huet. Dat beweist och, dass d'Tourismusbranche e gewëssene Stellegwäert an der Regierung genéisst.

Des Weidere sollen dës Suen ënner anere am d'Modernisatioun an den Ausbau vun den Tourismusinfrastrukturen fléissen. Nei Projekte si virgesinn: esou de Bau vun enger neier Schwämm am Osten; d'Moderniséierung vun de Schwämme Réimech a Gréiwemaacher; och nach de Bau vun enger Jugendherberg am Minett, oder d'Revalorisatioun vum Mäerchepark zu Beetebuerg, fir nëmmen déi puer hei ze nennen. Nieft dëse Projekte ginn awer och Moderniséierungsefforten an der Hôtellerie, de Jugendherbergen an de Campingen ënnerstëtzt, geneesou wéi weiderhi Fonctionnementsfraisé bei verschiddene Projekte kënnen iwwerholl ginn.

Nei ass awer, dass duerch dëst Gesetz och Investissementer a Qualitéitszertifikaatiounsprogrammen ënnerstëtzt ginn. Hei geet et kloer drëm, d'Qualitéit am Tourismus ze verbessern an dat weiderzeféieren, wat säit den 90er Joren am Tourismus amgaangen ass.

Ech kënn elo nach laang weiderfueren an am Detail alles erzielen, wat duerch deen neie Fënnefjoresplang am Beräich vum Tourismus soll ëmgesat ginn. D'Applikatioun vun deem Fënnefjoresplang gëtt ganz genau an deene verschiddene groussherzogleche Reglementer beschriwwen. Dës Reglementer waren och beim Projet de loi annexéiert. Hei ka sech jiddferen en exakt Bild maachen, wéi déi nun awer trotzdeem